

Érythrée : risques au retour et accès à des soins de santé mentale pour une victime de la traite

Renseignements de l'analyse-pays OSAR

Berne, le 6 mai 2024

Mentions légales

Editeur

Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR)

Case postale, 3001 Berne

Tél. 031 370 75 75

Courriel : info@osar.ch

Site web : www.osar.ch

IBAN : CH92 0900 0000 3000 1085 7

Version disponible en français

COPYRIGHT

© 2024 Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR), Berne

Copies et impressions autorisées sous réserve de la mention de la source

Sommaire

1	Introduction.....	4
2	Le service national.....	4
2.1	Intensification du recrutement forcé depuis 2022	5
2.2	Sanctions à l'encontre des personnes réfractaires et des déserteur·euse·s	6
3	Traitement par l'État de personnes rapatriées ayant fui le pays illégalement.....	7
3.1	Retours	7
3.2	Risques d'arrestations, de détentions et de torture	8
3.3	Accès à des services gouvernementaux	10
4	Accès à des soins de santé mentale	11
5	Protection et assistance de l'État pour les victimes de la traite.....	13
6	Sources	14

Ce rapport repose sur des renseignements d'expert·e·s et sur les propres recherches de l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR). Conformément aux standards COI, l'OSAR fonde ses recherches sur des sources accessibles publiquement. Lorsque les informations obtenues dans le temps imparti sont insuffisantes, elle fait appel à des expert·e·s. L'OSAR documente ses sources de manière transparente et traçable, mais peut toutefois décider de les anonymiser, afin de garantir la protection de ses contacts.

1 Introduction

Le présent document a été rédigé par l'analyse-pays de l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR) à la suite d'une demande qui lui a été adressée. Il se penche sur les questions suivantes :

1. Comment sont perçues les femmes qui sont parties à l'étranger et qui y ont été victimes de traite des êtres humains avant d'être renvoyées en Érythrée ?
2. Quel est le traitement réservé à ces femmes par la famille, les proches ou la société en général ? Sont-elles victimes de rejet ou de stigmatisation ?
3. Ces victimes peuvent-elles compter sur une aide ou assistance de la part du gouvernement ou d'organisations de la société civile ?
4. Quels sont les risques en cas de retour pour une personne ayant fui le service national et quitté le pays sans autorisation ?
5. Les femmes de plus de 30 ans ont-elles un risque plus faible d'être enrôlées dans le service nationale ?
6. Une prise en charge psychiatrique ou psychologique est-elle envisageable en Érythrée pour des victimes de TEH et qui souffrent de dépression ou de troubles du stress post-traumatique (TSPT) ?
7. Quelles sont les chances de réintégration sociale et professionnelle pour une femme seule et fragile, sans formation professionnelle ?

L'analyse-pays de l'OSAR observe les développements en Érythrée depuis plusieurs années¹. Sur la base de ses propres recherches ainsi que de renseignements transmis par des expert·e·s externes, elle apporte les réponses suivantes aux questions ci-dessus.

2 Le service national

Le service national, obligatoire pour les hommes et les femmes de 18 à 40 ans, est en principe d'une durée de 18 mois, dont 6 mois de formation militaire et 12 mois de service civil. Depuis 2001, la durée est indéfinie. En pratique, des personnes de plus de 40 ans sont également recrutées. Selon *Mekonnen et Arapiles*, en vertu de la proclamation No 82/1995.20, tous les citoyen·ne·s érythréen·ne·s âgé·e·s de 18 à 40 ans sont tenu·e·s d'accomplir un service militaire national obligatoire d'une durée de 18 mois. Pendant cette période, les personnes conscrites doivent suivre une formation militaire de six mois, ainsi qu'un « service militaire actif et des tâches de développement dans les forces militaires ». Après 2001, ce service s'est transformé en un système indéfini de conscription forcée dans le cadre duquel les violations des droits humains sont systématiques. En 2002, la limite d'âge a été prolongée jusqu'à 57 ans pour les hommes et 47 ans pour les femmes. En 2012, le gouvernement a mis en place l'*armée populaire*, qui est une milice qui fonctionne comme une extension du service national (*Mekonnen & Arapiles*, mars 2022). *Human Rights Watch* (HRW) indique que même si, en principe, la conscription obligatoire ne concerne que les hommes et femmes jusqu'à 40 ans, dans la pratique, les personnes de plus de 40 ans sont également recrutées (HRW, 9 février 2023). Dans un rapport de 2017, l'OSAR indique qu'après

¹ <https://www.osar.ch/publications/rapports-sur-les-pays-dorigine>.

l'achèvement du service national actif, toutes les personnes sont tenues de servir dans l'armée de réserve lors de situations d'urgence ou en temps de guerre, et ceci jusqu'à l'âge de 50 ans. Ces personnes doivent effectuer chaque année des cours et des formations militaires (OSAR, 30 juin 2017).

Les personnes conscrites sont soumises à du travail forcé qui s'apparente à de l'esclavage. Risque élevé de subir des mauvais traitements, y compris de la torture et des violences sexuelles. Dans son dernier rapport annuel, *Amnesty International* (AI) indique que la situation des droits humains en Érythrée ne montre aucun signe d'amélioration. Le gouvernement persiste à forcer ses citoyen·ne·s à accomplir un service national militaire à durée indéterminée auquel sont associées des activités de travail forcé qui s'apparentent à de l'esclavage (AI, 24 avril 2024). Selon l'*Initiative mondiale contre la criminalité transnationale organisée* (GI-TOC), dans le cadre du service national et de l'armée populaire, le gouvernement exploite ses citoyen·ne·s par le travail forcé, en les forçant à servir pour des périodes indéfinies (GI-TOC, 26 septembre 2023). Selon *Mekonnen et Arapiles*, le service national est devenu un outil très efficace de contrôle social, qui permet également au gouvernement d'imposer le travail forcé, assimilable à de l'esclavage (*Mekonnen & Arapiles*, mars 2022). Des informations indiquent également que les personnes conscrites peuvent subir des mauvais traitements, y compris de la torture et des violences sexuelles. AI cite le rapporteur spécial des Nations unies à qui d'anciennes recrues du camp d'entraînement militaire de Sawa ont confié que des responsables du camp avaient commis des viols et d'autres formes de violence basée sur le genre à l'encontre des femmes conscrites (AI, 24 avril 2024).

2.1 Intensification du recrutement forcé depuis 2022

Campagne de recrutement depuis novembre 2020 dans le cadre de la guerre au Tigré. Forte intensification du recrutement forcé depuis mi-2022. Personnes réfractaires et déserteur·euse·s particulièrement visé·e·s lors de rafles (giffas). Pression et mesures de représailles contre les familles. Dans un rapport de juin 2023, l'OSAR indique que depuis la guerre au Tigré, qui a commencé en novembre 2020, les autorités ont recruté des personnes dans le service national pour les envoyer participer au conflit en Éthiopie. Le rapporteur spécial des Nations unies a observé que ce recrutement s'est intensifié entre la moitié et la fin de l'année 2022, les autorités ayant recours à des pratiques de plus en plus coercitives. Ces enrôlements forcés ont commencé dans les zones rurales, puis se sont intensifiés pour également inclure les grandes villes comme Asmara en début d'année 2023. Cette campagne de recrutement se serait poursuivie en 2023. Citant le rapporteur spécial des Nations unies, l'OSAR indique que les autorités ont procédé à des rafles (giffas) à des fins d'enrôlement forcé qui se sont multipliés dans tout le pays à partir d'août 2022. Des personnes prises dans ces rafles ont été envoyées rejoindre l'armée érythréenne dans la région du Tigré, alors que d'autres, en particulier les personnes jugées réfractaires, ont été mise en détention et transférées à la prison militaire d'Adi Abeito, avant d'être envoyées vers des unités militaires (OSAR, 15 juin 2023). Selon HRW, lors de la dernière campagne de conscription, qui a débuté au milieu de l'année 2022, les autorités ont particulièrement ciblé les personnes réfractaires et les déserteur·euse·s. Le gouvernement a ensuite mobilisé les réservistes, surtout les personnes âgées de 50 à 60 ans. Pour ce faire, les forces de sécurité ont installé des postes de contrôle dans tout le pays et ont également fait du porte-à-porte pour identifier les personnes réfractaires. Les familles ont été mises sous pression pour révéler où se trouvaient les personnes recherchées. Celles qui ont refusé se sont vu infliger des punitions comme des détentions de plusieurs jours ou même des expulsions de leur logement. Selon HRW, ces

rafles et mesures de représailles ont persisté en tout cas jusqu'au début de l'année 2023 (HRW, 9 février 2023). AI indique également que le gouvernement a contraint des familles à leur livrer des proches, y compris des enfants (AI, 24 avril 2024).

L'augmentation du recrutement a également concerné l'armée populaire. L'OSAR indique, sur la base d'informations fournies par un expert, que même des hommes jusqu'à 70 ans ont été enrôlés dans l'armée populaire, par exemple pour effectuer des tâches de surveillances de transports militaires. Même des personnes qui avaient déjà effectué leur service national ou qui en avaient été exemptées, car jugées inaptes, ont malgré tout été enrôlées. Des milliers d'Érythréen·ne·s qui étaient affecté·e·s à des tâches civiles ont été affecté·e·s à des tâches militaires depuis le début de la guerre du Tigré (OSAR, 15 juin 2023).

2.2 Sanctions à l'encontre des personnes réfractaires et des déserteur·euse·s

Sanctions à l'encontre des personnes réfractaires et des déserteur·euse·s souvent laissées à la discrétion du comité militaire de la division concernée ou du chef de l'antenne locale. Longue peine de détention suivie d'une affectation militaire. Traitement plus sévère depuis la guerre du Tigré. Selon le *ministère néerlandais des affaires étrangères* (MoFA) les personnes réfractaires au service national ou celles qui désertent sont punissables en vertu de la proclamation de 1995. Les sanctions sont généralement arbitraires. Une source a indiqué au MoFA que dans l'armée, c'est le comité militaire de la division concernée qui décide des sanctions disciplinaires. Pour ce qui du service civil obligatoire, les sanctions sont imposées par le chef de l'antenne locale du ministère compétent. Le rapport du MoFA indique que le traitement des déserteur·euse·s et personnes réfractaires se seraient aggravé depuis la guerre au Tigré en novembre 2020. Ces personnes étaient généralement détenues puis renvoyées dans leur unité ou dans un camp d'entraînement militaire. Une source a indiqué que les personnes conscrites devaient généralement purger une peine de détention d'une durée double de leur temps d'absence. Elles étaient également exposées au travail forcé dans les plantations et les projets de l'État ou parfois victimes de mauvais traitements ou d'autres mesures disciplinaires (MoFA, 1er décembre 2023).

Conséquences également pour les membres de la famille de personnes réfractaires. Interrogatoires, menaces, détentions et amendes. Selon le MoFA, les autorités continuent de cibler les membres de la famille de personnes réfractaires au service national, par exemple en les soumettant à des interrogatoires musclés, des menaces, des détentions, des amendes ou encore en leur refusant l'accès aux services gouvernementaux ou en les privant d'accès à des terres agricoles. Le traitement par les autorités de ces personnes se serait aggravé depuis le début de la guerre au Tigré et en particulier depuis le début de l'intensification de la campagne de recrutement en septembre 2022. Outre la détention et la confiscation des biens, les membres de la famille, y compris des enfants, des femmes enceintes et des personnes âgées ont été expulsé·e·s de leur logement (MoFA, 1er décembre 2023).

3 Traitement par l'État de personnes rapatriées ayant fui le pays illégalement

3.1 Retours

Le gouvernement n'accepte en principe pas de recevoir des personnes renvoyées de force, mais des exceptions pourraient être possibles. Selon les sources consultées par le *Danish immigration service* (DIS) dans un rapport de février 2020, le gouvernement érythréen n'accepte pas de recevoir des personnes renvoyées de force. Des exceptions seraient possibles en cas d'accord avec le pays tiers. Le gouvernement aurait notamment accepté de recevoir des Érythréen·ne·s expulsé·e·s par des pays africains. Ces personnes auraient fini en prison, alors que d'autres auraient été envoyées directement effectuer leur service national militaire ou civil (DIS, février 2020). Dans un rapport publié par l'*Agence de l'Union européenne pour l'asile* (EUAA) en septembre 2019, mais rédigé par le Secrétariat d'Etat aux migration (SEM), il est indiqué que le gouvernement érythréen s'oppose en principe aux retours forcés de ses citoyen·ne·s, mais qu'il peut se montrer ouvert à des telles possibilités en cas de négociations préalables avec le pays qui renvoie ces personnes (EUAA, septembre 2019).

Contrôle et profilage systématiques. Selon le MoFA, qui se basent sur diverses sources, toutes les personnes érythréennes qui rentrent au pays en passant par l'aéroport international d'Asmara sont contrôlées et profilées par les autorités. Celles-ci vérifient notamment si ces personnes possèdent des documents d'identité (érythréens ou étrangers), si elles peuvent prouver qu'elles ont payé la taxe sur la diaspora ou si elles ont signé le « formulaire de regret ». Si les autorités ont des soupçons à l'encontre d'une personne, par exemple si celle-ci ne possède pas de carte d'identité érythréenne, n'a pas payé la taxe de la diaspora ou s'est soustraite au service national, alors elles peuvent décider de l'interroger. Le MoFA souligne toutefois que les procédures ne sont pas toujours uniformes (MoFA, 1^{er} décembre 2023). *Euronews* souligne que les personnes qui se sont soustraites au service national doivent à leur retour signer un formulaire dont le libellé est le suivant : « Je regrette d'avoir commis une infraction en n'effectuant pas le service national et je suis prêt à accepter une punition appropriée en temps voulu. » (*Euronews*, 20 juin 2020). Selon le courriel envoyé à l'OSAR le 4 mai 2024 par une *personne de contact qui est une spécialiste érythréenne des questions de violence basée sur le genre*, il existe un risque important qu'à leur retour en Érythrée, les personnes rapatriées fassent l'objet d'un examen minutieux de la part des autorités. Elles peuvent être détenues, interrogées et faire l'objet de persécutions supplémentaires, en particulier si elles sont perçues comme s'étant opposées au gouvernement.

Peu d'information sur le sort des personnes rapatriées. Selon DIS, de manière générale, il est très difficile de savoir comment des personnes rapatriées sont traitées, car il n'y a souvent pas de suivi possible (DIS, février 2020). L'EUAA confirme également que les informations disponibles sur le traitement des personnes rapatriées sont rares. Le SEM a observé que le sort de ces personnes reste généralement inconnu et non documenté (EUAA, septembre 2019). Le MoFA indique également qu'il est difficile de savoir quels sont les risques encourus par les personnes rapatriées car les sources interrogées n'avaient pas connaissance de nombreux cas (MoFA, 1^{er} décembre 2023).

3.2 Risques d'arrestations, de détentions et de torture

Les personnes renvoyées de force après avoir cherché refuge à l'étranger courent un risque élevé de détention et de mauvais traitements. Une source a indiqué à DIS que les personnes renvoyées de force en Érythrée avaient plus de chance d'être détenues à leur retour. DIS cite l'exemple de personnes rapatriées de force par le gouvernement soudanais en 2018 et qui ont été détenues à leur retour (DIS, février 2020). L'EUAA précise qu'à leur arrivée ces personnes ont été pour la plupart détenues dans une prison souterraine près de Tesseney, connue pour ses pratiques de torture, pour y être profilées. L'EUAA affirme également que les personnes renvoyées de force n'ont généralement pas la possibilité de payer la taxe de 2 % et de signer le « formulaire de regret » pour bénéficier d'un traitement plus clément de la part des autorités (EUAA, septembre 2019). Selon le MoFA, les personnes renvoyées de force risquent de subir des violations des droits humains, en particulier des détentions arbitraires, des mauvais traitements et des traitements inhumains. En outre, elles doivent effectuer leur service national obligatoire. Par ailleurs, on est souvent sans nouvelles des personnes qui ont été rapatriées de force (MoFA, 1er décembre 2023).

Risque de torture également pour les personnes qui retournent volontairement en Érythrée. En mai 2022, la *radio et télévision suisse* (RTS) a rapporté le cas d'un demandeur d'asile érythréen qui avait fui le service national et dont la demande d'asile avait été rejetée en 2017 par les autorités suisses. Sans perspectives d'avenir en Suisse, celui-ci décide alors en 2018 de rentrer volontairement en Érythrée. Arrêté à son retour, il est dépouillé de l'argent reçu de la Suisse comme aide de départ avant d'être interrogé et torturé pendant deux semaines. Après plusieurs mois de prison, il réussit à s'échapper à nouveau du pays et parvient à retourner en Suisse pour déposer y une nouvelle demande d'asile qui sera cette fois-ci acceptée (RTS, 4 mai 2022).

Risques plus élevés pour les personnes qui ont quitté le pays illégalement. Peine de prison de 5 ans et amende. Les personnes qui sont parties après la guerre d'indépendance, souvent pour se soustraire au service national, sont considérées comme des personnes « déloyales ». Une source a indiqué à DIS qu'un critère important à prendre en compte dans le traitement des personnes rapatriées est le fait qu'elles ont quitté le pays illégalement ou pas (DIS, février 2020). Selon le MoFA, les risques au retour sont particulièrement élevés pour les personnes qui se sont soustraites au service national ou qui ont quitté le pays illégalement. Selon le MoFA, les personnes qui quittent le territoire illégalement sont considérées comme ayant commis un crime et comme étant des personnes « déloyales ». Elles encourent une peine de prison de cinq ans, une amende de 10 000 nakfa (environ 608 francs suisses²) ou une combinaison de ces deux peines. Les autorités distinguent entre les personnes qui ont quitté le pays pendant la guerre d'indépendance et celles qui sont parties après. Dans le premier cas de figure, ces personnes ont souvent pu obtenir une deuxième nationalité et un statut stable à l'étranger et ont pu retourner au pays pour de courtes périodes. Le deuxième cas de figure concerne des personnes qui avaient des relations plus difficiles avec le gouvernement et qui sont généralement parties de manière illégale dans le but de se soustraire au service national. Ces personnes ont donc commis une double infraction pénale et sont considérées comme des personnes « déloyales ». Le MoFA estime que même si ces personnes signent le « formulaire de regret », elles restent considérées comme

² Selon le taux de change du 29 avril 2024.

ayant commis un crime en quittant le pays illégalement (MoFA, 1^{er} décembre 2023). Selon le courriel envoyé à l'OSAR le 6 mai 2024 par une *personne de contact qui est une défenseuse érythréenne des droits humains*, une personne qui a quitté le pays de manière illégale pour se soustraire au service national sera arrêtée à son retour. Le fait qu'elle ait signé le formulaire de regret ne garantirait en aucune manière sa sécurité.

Très peu de possibilités d'exemptions du service national au retour. Exemption temporaire pour les personnes disposant du statut de la diaspora. Selon *Mekonnen et Arapiles*, le recrutement concerne toute personne adulte, y compris des personnes qui ont fui le pays et qui sont revenues ou qui ont été déportées. Les possibilités d'exemptions sont extrêmement réduites. *Mekonnen et Arapiles* citent à ce titre une prise de position de la chambre d'immigration et d'asile de l'*Upper Tribunal du Royaume-Uni* qui indique que seuls certains groupes ne courent pas de réels risques de réaffectation au service national à leur retour. Cette catégorie comprend uniquement les « personnes qui sont des membres de la famille de confiance des dirigeants militaires ou politiques du régime ou qui en font elles-mêmes partie » et dans une mesure qui reste à déterminer, les personnes qui ont fui le pays pendant la guerre d'indépendance (*Mekonnen & Arapiles*, mars 2022). Selon le MoFA, les personnes qui bénéficient du « statut de la diaspora » peuvent être exemptées du service national à leur retour, mais uniquement pour une période de douze mois, voire de 24 mois au maximum. Le statut de la diaspora peut être obtenu auprès des autorités érythréennes par les Érythréen·ne·s résidant à l'étranger qui possèdent un permis de séjour ou une citoyenneté étrangère. Ces personnes doivent également avoir payé la taxe de 2 % et signé le « formulaire de regret » (MoFA, 1^{er} décembre 2023).

Obligation d'effectuer le service national au retour. Selon le MoFA, les personnes qui n'ont pas le statut de diaspora sont obligées d'effectuer le service national à leur retour (MoFA, 1^{er} décembre 2023). Selon l'EUA, parmi les critères déterminants pour le traitement des personnes rapatriées de force figurent notamment le fait qu'elles aient ou non effectuées leur service national. Celles qui n'avaient pas accompli leur devoir militaire ont été envoyées à l'entraînement militaire, puis déployées dans des unités militaires. Celles qui avaient déjà effectué ce service ont été transférées dans des prisons comme celles de Hashferay ou Adi Abeito. Alors que les enfants ont été remis à leur famille, les personnes âgées ont été envoyées à l'armée ou enrôlées dans l'armée populaire (EUA, septembre 2019). Selon l'OSAR, qui cite le *rapporteur spécial des Nations unies*, des personnes réfugiées érythréennes enlevées fin 2020 par les troupes érythréennes dans les camps de Hitsats et de Shimelba dans la région du Tigré en Éthiopie et ramenées de force en Érythrée ont été détenues, punies et enrôlées de force en Érythrée. Alors que les hommes âgés et les femmes accompagnées de jeunes enfants ont été pour la plupart libéré·e·s au bout de quelques jours, les femmes et les hommes jugé·e·s aptes au combat sont formé·e·s dans des centres d'entraînement avant d'être renvoyé·e·s en Éthiopie pour se battre (OSAR, 15 juin 2023).

Risques également de détentions arbitraires et de disparition. Selon le *département d'État américain* (USDOS), les arrestations arbitraires sont fréquentes et des disparitions sont régulièrement rapportées en Érythrée. La simple suspicion de s'être soustrait aux obligations du service nationale ou de l'armée populaire suffit être victime d'une arrestation arbitraire. Des personnes dont les papiers ne sont pas en règle peuvent être arrêtées le temps que les autorités vérifient si elles ont accompli leur service national ou si elles sont enregistrées dans l'armée populaire. Parmi les personnes disparues figurent des personnes soupçonnées de s'être soustraites au service national ou aux obligations de l'armée populaire. Selon des

témoignages d'ancien·ne·s détenu·e·s, cités par USDOS, les conditions de détention dans les prisons ou postes de police où seraient détenues ces personnes seraient particulièrement difficiles (USDOS, 20 mars 2023). Le MoFA indique également que les personnes qui n'ont pas effectué leur service national courent le risque d'être détenues ou de disparaître. Le sort de ces personnes peut également dépendre du commandant concerné ou de la possibilité de la famille d'acheter sa liberté (MoFA, 1^{er} décembre 2023).

3.3 Accès à des services gouvernementaux

Accès aux services gouvernementaux déjà limité pour la population générale. Les femmes sont affectées de manière disproportionnée par la pauvreté, l'insécurité alimentaire et le manque d'opportunités de développement économique. Selon le MoFA, de manière générale, même les personnes qui n'ont jamais quitté le pays n'ont pas forcément accès à des soins de santé ou à l'éducation. L'accès à des soins de santé dans un établissement privé est possible, mais uniquement pour les personnes qui ont les moyens de payer pour ces soins. Des coupons alimentaires sont disponibles, mais de manière limitée et pas dans toutes les régions (MoFA, 1^{er} décembre 2023). Selon le *Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes*, la pauvreté généralisée touche les femmes de manière disproportionnée et le gouvernement n'a pas adopté de programmes de réduction de la pauvreté qui leur permettraient d'accéder aux services de base dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'eau et de l'électricité. Le gouvernement n'a pas non plus pris de mesures pour lutter contre l'insécurité alimentaire des femmes rurales. Pour le *Comité*, les femmes en Érythrée ont également un accès insuffisant aux prêts bancaires et aux autres possibilités de développement économique. Les femmes font également face à des obstacles pour trouver un emploi dans le secteur formel. Il n'existe pas non plus de système global de sécurité sociale qui pourrait bénéficier aux femmes vulnérables. Pour le *Comité*, un tel système devrait être mis en place en particulier pour les femmes employées dans le secteur agricole et domestique (CDH, 28 février 2024).

Accès limité aux services gouvernementaux et aux terres pour les personnes rapatriées qui n'ont pas effectué leur service national ou qui n'ont pas payé la taxe de diaspora. Selon le MoFA, le manque d'informations sur la situation des personnes rapatriées fait qu'il est difficile de déterminer dans quelle mesure elles ont pu avoir accès aux services gouvernementaux à leur retour ou s'il existe une différence de traitement entre celles rentrées volontairement et celles rapatriées de force. Toutefois, selon les sources consultées par le MoFA, l'accès aux services gouvernementaux pourrait être limité pour les personnes qui n'ont pas effectué leur service national ou qui ne sont pas considérées comme de « bons citoyens » pour d'autres raisons. Le MoFA cite USDOS qui indique que si des personnes rapatriées veulent pouvoir bénéficier de services gouvernementaux, comme par exemple obtenir des documents, elles doivent pouvoir prouver qu'elles ont payé la taxe sur la diaspora (MoFA, 1^{er} décembre 2023). Pour sa part le *Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes* a exprimé sa préoccupation au sujet du fait que l'accomplissement du service national est une condition préalable à l'accès à l'utilisation des terres et à d'autres avantages économiques. Il déplore également que les programmes de distribution des terres n'intègrent pas une perspective de genre (CDH, 28 février 2024).

4 Accès à des soins de santé mentale

Une offre très limitée de services de soins de santé mentale. Le pays ne compte qu'un seul hôpital psychiatrique. Selon le chercheur *Fikrejesus Amahazion*, le système de santé érythréen fait face à de nombreux défis, y compris un financement insuffisant, un accès limité aux technologies de base et aux médicaments et un manque de personnel qualifié. Le ratio médecin/patient est d'environ 0,5 pour 100 000 personnes. En raison de ces faiblesses, il est probable, selon ce chercheur, que des nombreux troubles mentaux ne sont pas détectés ou mal diagnostiqués. Le pays ne dispose que d'un réseau limité d'établissement et de services de santé mentale et n'a pas de législation spécifique portant sur la santé mentale. Le pays n'a pas fait de la santé mentale une priorité et les fonds qui y sont alloués sont très limités. L'Érythrée ne dispose que d'un seul hôpital psychiatrique, le St. Mary's Neuro-Psychiatric Hospital, qui est situé dans la capitale, Asmara. Celui-ci dispose de plusieurs centaines de lits et fournit des soins et des services résidentiels de longue durée, mais également des services ambulatoires. L'essentiel du financement des soins de santé mental est consacré à l'hôpital St Mary, qui selon le chercheur, ne couvre les besoins en santé mental que d'une petite partie de la population. Outre cet hôpital, il existe également à Asmara un établissement de soins résidentiels de proximité, disposant également de plusieurs centaines de lits, pour les personnes qui souffrent de troubles psychiques non-aigus. Au niveau national, le ratio lits d'hôpital psychiatrique/patient·e est de 4,13 lits pour 100 000 habitant·e·s. Il existe également dix unités psychiatriques qui sont rattachées à des hôpitaux généraux. En 2017, un peu moins d'un quart des établissements de soins de santé secondaires et tertiaires proposaient des soins de santé mentale ambulatoires ou hospitaliers (*Fikrejesus Amahazion*, janvier 2021). Selon l'*Organisation mondiale pour la santé* (OMS), il n'existe qu'un seul hôpital psychiatrique dans le pays, mais le pays compte douze établissements ambulatoires de santé mentale rattachés à un hôpital ainsi qu'un établissement de santé mentale de proximité (community-based). Le ratio lits d'hôpital/patient·e est de 5,72 pour 100 000 habitant·e·s (WHO, 15 avril 2022)

Pénurie de spécialiste de la santé mentale. *Fikrejesus Amahazion* indique qu'il existe une importante pénurie de spécialistes de la santé mentale. Le pays ne compte par exemple qu'un seul psychiatre (*Fikrejesus Amahazion*, janvier 2021). *The Borgen project* confirme également que le pays ne compte qu'un seul psychiatre pour une population de 3,6 millions d'habitants, mais indique que pour y remédier le gouvernement a envoyé des médecins à l'étranger pour y suivre une formation de psychiatre (*The Borgen project*, 2 novembre 2023). Pour sa part, l'OMS fait état d'un total de 57 professionnel·le·s de la santé mentale dans le pays, dont deux psychiatres, trois psychologues, 50 infirmier·ière·s en santé mentale et deux travailleur·euse·s sociaux (WHO, 15 avril 2022). Selon le courriel envoyé à l'OSAR le 3 mai 2024 par une *personne de contact qui est un médecin érythréen qui exerce à l'étranger*, les chiffres et statistiques officielles sur la disponibilité des services de soins de santé mentale, y compris la disponibilité de médicaments, ne reflètent pas la réalité sur le terrain. L'offre des soins de santé mentale serait inexistante et mis à part la chlorpromazine, aucun autre psychotrope ne serait en stock. Pour cette *personne de contact*, les sanctions imposées par les États-Unis suite à l'implication des forces armées érythréennes dans le conflit au Tigré aurait aggravé une situation déjà très difficile.

Obstacles à l'accès aux soins de santé mentale. *The Borgen project* indique qu'en raison de la forte concentration des professionnels de la santé mentale dans les zones urbaines, la

population qui vit en zones rurales n'a qu'un accès limité à ces soins (*The Borgen project*, 2 novembre 2023). *Fikrejesus Amahazion* indique également que la plupart des services de soins de santé mentale sont situés dans les zones urbaines, avec comme conséquence que les personnes habitant les zones rurales n'ont qu'un accès réduit à ces services. Alors que les médicaments psychotropes essentiels sont gratuits et disponibles dans de nombreux établissements de santé, la distribution de ces médicaments est limitée par l'éloignement géographique des prestataires de soins de santé. Bon nombre de patient·e·s sont pris en charge par leur famille qui n'a toutefois ni les compétences, ni les ressources pour apporter des soins appropriés. Ces proches-aidants peuvent se heurter à d'importantes difficultés financières ou subir un stress physique ou émotionnel important (*Fikrejesus Amahazion*, janvier 2021).

Guérisseur·euse·s traditionnels et traitements alternatifs. Selon *Fikrejesus Amahazion*, il est courant en Érythrée de faire appel à des guérisseur·euse·s traditionnels ou des chefs religieux pour soigner des problèmes de santé mentale. Ces traitements alternatifs ont l'avantage d'être plus accessibles géographiquement, mais ils peuvent avoir comme effets négatifs de retarder l'accès aux soins et d'aggraver ainsi l'évolution de la maladie (*Fikrejesus Amahazion*, janvier 2021).

Forte stigmatisation des troubles mentaux. Les personnes qui en souffrent rechignent souvent à chercher de l'aide ou sont rejetées et isolées. *Fikrejesus Amahazion* indique qu'en Érythrée, les troubles mentaux sont souvent considérés comme une punition divine, le résultat de la sorcellerie ou de la possession par des esprits maléfiques. Certains pensent que ces troubles sont contagieux et les personnes qui en souffrent font l'objet d'une forte stigmatisation, elles sont isolées socialement, rejetées ou ridiculisées. On considère également ces personnes comme inaptes au travail ou au mariage. Cette stigmatisation peut également viser les membres de la famille. En raison de cette stigmatisation, les patient·e·s et leur famille rechignent à chercher de l'aide de peur que leur maladie soit rendue publique (*Fikrejesus Amahazion*, janvier 2021). *Médecins sans frontières* (MSF), qui a commencé en 2015 à fournir des soins de santé mentale aux réfugiées érythréennes en Ethiopie, confirme également qu'il est difficile de convaincre ces personnes souffrant de troubles psychiques de demander de l'aide. Ces personnes craignent d'être étiquetées comme « faibles » ou « folles ». Pour y remédier, MSF a engagé des travailleur·euse·s communautaires érythréen·ne·s dédié·e·s à la santé mentale afin de sensibiliser les personnes réfugiées à ce problème et à déstigmatiser ces maladies (MSF, 17 juillet 2018). *Anastasia Kabatanchi*, qui a effectué un travail de recherche auprès de personnes requérantes d'asile érythréennes en Norvège, a également constaté que les problèmes de santé mentale en Érythrée sont considérés comme culturellement sensibles, voire tabous, et que les personnes qui en souffrent ont peur du jugement de autres si cette maladie venait à être révélée. Ces personnes seraient alors perçues comme « folles » ou « faibles » et seraient alors socialement isolées. Pour *Anastasia Kabatanchi*, cette stigmatisation doit alors être considérée comme un obstacle pour chercher de l'aide (*Anastasia Kabatanchi*, 2023).

Soutien psychosocial de l'UNICEF via des services de proximité. En 2022, l'UNICEF coopérait avec le gouvernement érythréen pour venir en aide aux parents et enfants qui souffrent de malnutrition et d'un manque d'accès à des soins de santé. L'UNICEF a notamment aidé 6000 parents et 24 orphelins et enfants vulnérables à travers un soutien psychosocial et en matière de santé mentale via des services sociaux de proximité et des travailleurs sociaux (UNICEF, 22 février 2023).

5 Protection et assistance de l'État pour les victimes de la traite

Les restrictions imposées par les autorités pour quitter le pays forcent les personnes à voyager de manière clandestine et les rendent plus vulnérable à la traite à l'étranger. Implication d'officiers militaires de haut-rang dans des activités de trafic d'êtres humains. Selon le GI-TOC, le fait que le gouvernement impose des procédures strictes de contrôle des sorties du pays et limite la délivrance de passeports force les personnes à voyager clandestinement, ce qui les rend plus vulnérables à la traite des êtres humains à l'étranger, notamment dans des pays comme le Soudan, l'Éthiopie ou Djibouti. Par ailleurs, les officiers militaires érythréens de haut rang seraient impliqués dans ces activités de trafic à des fins d'enrichissement personnel. Les tarifs demandés par les passeurs pour quitter l'Érythrée sont élevés en raison d'une forte demande. Ces derniers sont généralement contactés par les familles des victimes qui paient le voyage. Pendant le voyage, les clandestins courent un risque élevé de subir des abus (GI-TOC, 26 septembre 2023). Pour USDOS également, les restrictions imposées pour quitter le territoire obligent les personnes fuyant le pays à voyager de manière clandestine, les rendant ainsi plus vulnérables à la traite à l'étranger. Selon un rapport d'une organisation internationale de 2019, citée par USDOS, les Érythréen·ne·s sont exploité·e·s dans le cadre du travail forcé et du trafic sexuel dans des pays comme le Soudan, l'Éthiopie et en Libye. D'autres rapports ont indiqué que des Érythréen·ne·s vivant dans ou à proximité de camps de réfugiés au Soudan étaient enlevé·e·s par des groupes criminels internationaux pour être emmené·e·s en Libye. Là-bas, ces personnes ils étaient soumises à la traite, au travail forcé ou à d'autres abus, y compris l'extorsion (USDOS, 15 juin 2023).

Absence de législation ou de mesures pour lutter contre la traite ou pour soutenir les victimes. Selon le *Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes*, il existe en Érythrée un nombre élevé de cas de traite et d'exploitation sexuelle des filles et le gouvernement n'a pas encore promulgué ou mis en place une législation nationale pour lutter contre ce problème et n'a pas pris de mesures pour veiller à ce que les victimes aient accès à une assistance légale ou un soutien psychologique (CHR, 28 février 2024). Selon le MoFA, le pays ne dispose pas d'institutions ou de mécanismes susceptibles d'offrir une protection aux personnes rapatriées. Ces dernières sont soumises à des traitements arbitraires et incohérents qui s'appliquent également à tous les autres citoyen·ne·s érythréen·ne·s (MoFA, 1er décembre 2023). Selon le GI-TOC, de manière générale, il n'existe pas de mécanismes de soutien aux victimes en Érythrée. Cela vaut également pour les victimes de la traite pour lesquelles il n'existe de la part du gouvernement aucun effort visant à les identifier, les soutenir ou les protéger. Le gouvernement n'a pas développé de mécanisme systématique pour orienter ces victimes vers des soins (GI-TOC, 26 septembre 2023). Pour USDOS également, le gouvernement n'a fait aucun effort ces huit dernières années pour prévenir la traite ou pour offrir une protection aux victimes de la traite, que ce soit les identifiant ou en leur fournissant des services. USDOS relève que de manière générale, les habitant·e·s des communautés rurales n'ont aucun accès à des services de protection de l'État. Des sources ont suggéré que les autorités avaient procédé à des détentions et des arrestations de victimes de la traite non-identifiées (USDOS, 15 juin 2023).

Les victimes de traite sont souvent stigmatisées et ostracisées à leur retour. Selon le courriel envoyé à l'OSAR le 4 mai 2024 par une *personne de contact qui est une spécialiste érythréenne des questions de violence basée sur le genre*, les victimes de la traite des êtres

humains qui retournent en Érythrée peuvent être confrontés à des difficultés considérables, notamment à la stigmatisation de leur famille et de la société en général. Dans de nombreux cas, il y a un manque de compréhension ou de sensibilisation aux réalités de la traite des êtres humains, et les victimes qui reviennent peuvent être injustement blâmées ou ostracisées. Les personnes qui quittent l'Érythrée pour tenter de rejoindre d'autres pays, en particulier l'Europe, et qui finissent par être renvoyées en Érythrée ont un fort sentiment d'échec et peuvent être considérées par leur entourage comme des « ratés ». En outre, les femmes qui ont subies des violences sexuelles pendant leur périple sont largement blâmées.

Pratiquement aucune possibilité de réintégration pour les victimes de la traite. Celles-ci sont avant tout considérées par les autorités comme des personnes criminelles. Pas de monitoring possible de la réintégration des personnes rapatriées. Selon *Euronews*, entre 2018 et 2020, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a facilité le retour de 61 migrants érythréens en Érythrée depuis la Libye. Contactée par *Euronews*, l'OIM a admis n'avoir qu'une « présence limitée » dans le pays et qu'à l'instar du HCR, elle n'était pas en mesure de surveiller la situation des personnes rapatriées. *Euronews* souligne qu'en raison de ce manque d'accès, l'aide à la réintégration ne peut pas être mise en œuvre en Érythrée (*Euronews*, 20 juin 2020). Pour *Mekonnen et Estefanos*, les victimes de la traite qui retournent en Érythrée n'ont pratiquement aucune chance de se réintégrer car elles sont avant tout considérées par le gouvernement comme des personnes ayant commis un acte criminel et des immigrants illégaux. *Mekonnen et Estefanos* citent à ce titre l'ambassadeur érythréen en Egypte qui a déclaré, au sujet du problème de la traite des êtres humains dans le désert du Sinaï, que les victimes érythréennes étaient avant tout des « fugitifs » qui ont quitté l'Érythrée de manière illégale et qu'à ce titre, elles avaient renoncé à leurs droits de protection contre ces abus. *Mekonnen et Estefanos* relève qu'ils n'ont connaissance d'aucun cas de victime de la traite rapatriée qui aurait subi des abus à son retour, mais ils soulignent qu'au vu du traitement infligé par le gouvernement aux personnes réfugiées et requérantes d'asile à leur retour, il existe une crainte largement justifiée que les victimes de la traite subissent un sort similaire, surtout si celui-ci considère qu'elles ont quitté le pays de manière illégale. Dans un tel cas de figure, il serait extrêmement difficile pour ces victimes de la traite de réintégrer leur communauté d'origine (*Mekonnen & Estefanos*, 30 novembre 2011).

6 Sources

AI, 24 avril 2024:

« Eritrea's human rights situation showed no sign of improvement. The authorities continued to subject political dissidents, members of religious congregations, journalists and Indigenous People to arbitrary detention and enforced disappearance. The right to practice religious beliefs was severely restricted, and a religious leader died in prison after being detained for 10 years. The Afar Indigenous People faced discrimination and other persecution. The use of indefinite mandatory military service intensified; women conscripts faced sexual violence in training camps. [...]

The use of mandatory indefinite national military service persisted, as well as the forced labour attached to it, sometimes amounting to slavery.

In his report to the UN Human Rights Council in June/July, the Special Rapporteur on the situation of human rights in Eritrea said he had received information about “heavy round-ups” of conscripts in August 2022. Up to November 2022, the army used “coercive practices to force individuals to participate in military action in Ethiopia”, and families were forced to hand over their relatives, including children.

Reports of torture and other ill-treatment and sexual violence continued in conscript camps. The Special Rapporteur reported that former women recruits of the Sawa military training camp said that camp officials carried out rape and other forms of gender-based violence against female conscripts.

Many young people were forced to spend their final secondary school year at the Sawa military training camp, making it difficult for them to complete their education. » Source: Amnesty International (AI), The State of the World's Human Rights - Eritrea 2023, 24 avril 2024: <https://www.ecoi.net/en/document/2107883.html>

Anastasia Kabatanchi, 2023:

« In summary, stigma was considered a vital subtheme to include when talking about cultural understanding because all participants expressed in varying ways that mental health is culturally an oppressed topic in Eritrea, and thus the stigma can be seen as a barrier to mental health help-seeking. Stigma in the form of lack of mental health awareness can make it difficult to seek out help because of lack of the experience with and the language of mental health professionals. Stigma was also talked about in the form of fear of judgments from both extended members of one's culture and from one's own family. This included fears of being laughed at, called crazy, viewed as weak and social exclusion. These were repeatedly seen as solid reasons to not seek help. This section focused on how stigma can on an individual level affect one's intention to seek help. The next section will further look at how larger, cultural differences affect mental health help-seeking. » Source: Anastasia Kabatanchi, The Minds That Crossed the Border: Identifying Barriers to Mental Health Help-Seeking in Eritrean Immigrants in Norway, 2023, p.25-29: <https://brage.inn.no/inn-xmloi/bitstream/handle/11250/3075112/no.inn%3Ain-spera%3A147863363%3A96761222.pdf?sequence=1&isAllowed=y>.

Daniel Mekonnen & Sara Palacios Arapiles, mars 2022:

« At present, the most important law pertaining to the NMSP is Proclamation No. 82/1995.29 Under this law, all adult Eritreans (men and women) between the age of 18 and 40 are obliged to complete a compulsory NMSP of 18 months. The service involves a military training of six months and a 12-month of “active military service and development tasks in military forces” (Article 8 of Proclamation No. 82/1995). In the aftermath of the 1998-2000 border conflict with Ethiopia, but mainly after Eritrea's major political crisis of September 2001, the NMSP ended up becoming an indefinite scheme of coerced conscription through which systemic and widespread human rights violations have taken place in the country, giving rise to thousands of victims of such violations. This has been sufficiently established, among other things, by the two major reports of the UN Commission of Inquiry on Human Rights in Eritrea (COIE), published in June 2015 and June 2016.

Over and above the various human rights violations that are perpetrated in the context of the NMSP, the programme has now become indefinite by nature. This became more embedded with the promulgation of the so-called Warsai-Yikealo Development Campaign (WYDC) **in May 2002, wherein the maximum age limit for NMSP was extended up to 57 years of age for men and 47 years of age for women. The People's Army (also called militia) was created in March 2012, and it functions as an extension to the NMSP. The government also recruits underage children, as is widely reported by various sources.** This happens mainly in the context of compelling high school students to finish their final year of schooling (Grade 12) at the main military training centre in Eritrea, the Sawa Military Training Centre, where formal education and the requirement of a 6-month military training programme are conducted in tandem.

For all practical purposes, the NMSP has now become a very potent tool of the Eritrean Government in effectively controlling the Eritrean population, thereby pre-empting any potential danger of popular uprising or other sorts of political opposition to the government's grip to power. The exercise of control over conscripts is also used, among other things, in order to exact forced labour from them for the benefit of the government. With this in mind, Palacios-Arapiles argues that the NMPS can be said to reach the threshold of slavery as defined by the relevant corpus of international law.

As stipulated by law and as a matter of general practice, recruitment to the NMSP is applicable to any adult member of the society above the age of 18 (sometimes earlier, as stated above), including returnees from Ethiopia. The law does not exempt the latter group from the NMSP. It bears recalling that most Eritrean returnees (or expellees) from Ethiopia arrived in the country during the 1998-2000 border conflict with Ethiopia or shortly after that. This was the time when Eritreans were also expelled from Ethiopia in large numbers and under extremely difficult circumstances. In recent years, returnees from Ethiopia have only arrived in Eritrea in very sporadic instances and in less numbers, although the exact estimate cannot be established.

During the initial rounds of expulsions from Ethiopia, returnees were given a so-called "grace period" of one year during which they could find employment opportunities or pursue educational programmes without having to report to the Sawa Military Training Centre for NMSP. However, in 2003, the education system was integrated into the WYDC, and in 2006, the Government closed the only accredited university in the country, the University of Asmara, and therefore, no one can longer undertake university studies in Eritrea.

Presently, there exists centers for vocational training or higher education colleges, however higher education also includes military training. The authors are unaware whether the one year "grace period" practice remains; lack of current information on that may be because Eritreans are no longer returned to the country on the basis of the border conflict (1998-2000), and thus, the practice might have consequently ceased.

In the current Eritrean context, where the practice of the NMSP is so pervasive (affecting all able-bodied members of the society) there is hardly a possibility for any individual to avoid (re)recruitment to the NMSP based on such temporary exception, or any other reason. The UK Upper Tribunal Immigration and Asylum Chamber, in the latest Country Guidance case on Eritrea MST and Others, only included with the group of persons "likely not to face a real risk of persecution or serious harm", i.e.(re)assignment to the

NMSP, the following groups: “persons who are trusted family members of, or are themselves part of, the regime’s military or political Leadership”; and, a “further possible exception, requiring a more case specific analysis”, persons “who fled (what later became the territory of) Eritrea during the War of Independence” (which should not be confused with the border conflict of 1998-2000). Returnees or expellees from Ethiopia, or Eritrean citizens who only spent brief periods in the country, are not included per se within any of said groups. Even those who may have left the country during the first year after expulsion from Ethiopia, would be presumed (nearly certainly) to have also avoided the obligation of conscription, and be perceived on (forcible) return as evaders or deserters.

» Source: Daniel Mekonnen & Sara Palacios Arapiles, The Eritrean practice of the issuance of identity-proving documents with particular focus on the case of returnees from Ethiopia, mars 2022, p.9-10: <https://sas-space.sas.ac.uk/9673/1/RLC%20BP%20No.%201.pdf>.

Daniel Mekonnen & Meron Estefanos, 30 novembre 2011:

« The reintegration component focuses on counselling and support services such as shelters, educational and vocational training, job placement, and financial assistance for victims of trafficking, especially those involved in prostitution and other harmful activities. **Reintegration is an insurmountable challenge to victims of trafficking, especially in countries such as Eritrea, where such victims are regarded by the government as ‘criminals’ or ‘illegal immigrants.’ This was evident, for example, by the response of the Eritrean Ambassador to Egypt to the problem of human trafficking in the Sinai Desert. In response to the crisis, the Ambassador says Eritrean victims of human trafficking are in the first place ‘fugitives’ who have left their country of origin illegally and as such they have abdicated their right to protection from abuse (Estefanos 2011b). It is widely reported that refugees and asylum seekers who have recently repatriated to Eritrea by third countries have been ill-treated by the Eritrean government upon return to Eritrea, because for the simple fact of fleeing the country and crossing the national borders ‘illegally’ the government labels them ‘traitors.’ Accordingly returnees are subjected to a number of harsh measures such as torture, indefinite detention and extra-judicial execution (Amnesty International 2006). Although there are no reported cases of abuse against repatriated victims of human trafficking, the tendency of the Eritrean government towards deported asylum seekers and refugees justifies fears that victims of human trafficking can also face the same treatment for some of them may have left the country in manners described by the government as ‘illegal.’ In such cases, the reintegration of Eritrean victims of human trafficking to their communities of origin is extremely difficult. Therefore, destination countries should consider residency permission on humanitarian grounds for trafficking victims who cannot return to Eritrea. Such victims may fulfil the requirement needed to be recognised as refugees (Anti-Slavery International 2006).** » Source: Daniel Mekonnen & Meron Estefanos, From Sawa to the Sinai Desert: The Eritrean Tragedy of Human Trafficking, 30 novembre 2011 p.26-27: https://papers.ssrn.com/sol3/Delivery.cfm/SSRN_ID2055303_code615013.pdf?abstractid=2055303&mirid=1

DIS, 3 février 2020:

« 5.3 **Treatment of persons being returned against their will**

85. Several of the interviewed sources stated that the Eritrean government does not accept receiving persons being returned to Eritrea against their will. One source elaborated

that the Eritrean government would only allow persons to return if there is an agreement with the returnees. However, the source was not aware of any agreement between Eritrea and another country as for now.

86. However, one source noted that the government had accepted Eritreans deported by African states. **This source opined that some of the deportees had ended up in prison and some were sent directly to perform military or civilian national service.**

87. Two sources noted that **rejected asylum seekers would be subject to rough treatment upon return. According to the Chairman of the Habeshia Agency, the treatment of the returnees would depend on individual circumstances, and what information the authorities received from the consular offices from the country that rejected the asylum seeker.** Two sources stated that the Eritrean diaspora is infiltrated by the spies of the Eritrean government who, according to the Chairman of the Habeshia Agency, are widespread in all of the countries where there is a substantial community of Eritreans.

88. **One source opined that the Eritrean authorities would probably not care much about the fact that some returning Eritreans were rejected asylum seekers. Instead the authorities were more likely to pay attention to whether these returnees had left the country illegally or not, and would treat them accordingly. This source advised that the deportees were most likely to be detained.**

89. Three sources advised that approximately **78 Eritreans had returned from Libya. According to two sources, the returnees had received financial support from UNHCR. After they arrived in Asmara, they were dispatched to the countryside and were not allowed to meet with UNHCR representatives or any other international organisation's representatives. Therefore, it was impossible to know with certainty how these returnees were treated.** Contrary to this, one of the sources had heard that after one night an international organisation was granted access to meet the returnees.

90. One source mentioned a case from Sudan in 2018, where the **Sudanese authorities had returned Eritreans to Eritrea. The Sudanese government basically deported these Eritreans**, who had entered Sudan illegally and had gone to Khartoum instead of going to the refugee camps. **According to this source, the returnees were detained when they arrived in Eritrea.** » Source: Danish Immigration Service (DIS): Eritrea: National service, exit and entry, 3 février 2020, p.38-39: https://www.ecoi.net/en/file/local/2024189/Eritrea_report_27012020.pdf.

EUAA, septembre 2019:

« 4.2. Forced return

The Eritrean government opposes any forced return of its citizens. However, a Ministry of Foreign Affairs official told a delegation from the United Kingdom in 2016 that their policy was 'to prefer voluntary returns. But if a host country decides to repatriate them by force, we will accept them. But we should negotiate this first.' Eritrea's President Isaias Afewerki has criticised the countries, which send migrants back to Eritrea, for not supporting the returnees adequately. Isaias mentioned Israel's policy of giving deportees USD 3 500 and said USD 50 000 would be more appropriate. Sporadic incidents of forced returns to Eritrea are recorded, mostly across the land borders. Between 2016 and 2019, they occurred rather

seldomly. Forced returns prior to 2016 have been covered in EASO's report *National service and illegal migration* (Chapter 3.4). SEM has knowledge of the following incidents:

- Most incidents of deportations to Eritrea are still known from Sudan. Multiple forced returns across the land border at Talatasher between Kassala and Tesseney were reported in 2016 and 2017: According to a number of sources, several hundred Eritrean migrants were repatriated from Sudan in 2016 alone. In early 2017, another 115 Eritreans and Ethiopians were reportedly deported across the land border. After the border closure in January 2018, no further incidents are documented.
- One source reported in early 2017 that Egypt had deported 25 Eritreans to their home country. The source reported no further details.
- Two interlocutors reported that during the time the Eritrean-Ethiopian border was open, Eritrean soldiers went into Northern Ethiopia in search of absconded national service members. Some of them allegedly were taken back, while others remained in Ethiopia. The Ethiopian authorities were not reported to be actively involved in these incidents.
- On 6 June 2019, France deported an Eritrean woman by air via Istanbul, escorted by French policemen. The woman had been arrested in possession of counterfeit ID documents. The French NGO La Cimade reported that she had applied for asylum after being arrested, which had been rejected. A media report states that she did not speak English well and her first indications suggested that she had no fear in case of return.

The United States announced in September 2017 the repatriation of 700 Eritreans. At the same time, the U.S. government complained that Eritrea refused to take back deported citizens. Nevertheless, the U.S. authorities reported to have 'removed' 41 Eritreans in 2017 and 62 in 2018. These statistics do not show the destination country of the deportations; at least a part of the Eritreans were removed to third countries. In some cases, they were deported to Cairo airport and handed over to the Egyptian police. In June 2018, an Eritrean deportee committed suicide in a cell at Cairo airport. As of August 2019, discussions continue between the United States and Eritrea on means for returning nationals to their country of origin. The SEM and a consulted U.S. non-governmental organisation have no knowledge of reports on any direct removals of Eritreans from the United States to Eritrea.

Information about the treatment of the deported persons is scarce. Forced returnees usually have no opportunity to pay the 2 % tax and sign Form 4/4.2 and to thereby ensure a more lenient treatment. SEM observed that the fate of most deported persons upon arrival in Eritrea is unknown and undocumented. Information is available only regarding persons repatriated across the land borders from Sudan, and it is anecdotal. **The available accounts describe that after arrival in Eritrea, most returnees were put in an underground prison near Tesseney, where the authorities screened and profiled them. Torture is reported from this prison.** According to the accounts of deportees from Sudan who have left Eritrea again and sources who have been in touch with them, the follow-up depended on the profile:

- **Persons who had not been conscripted yet were sent to military training e.g. in Afabet and later deployed to military units.**
- Persons who had already been in military were sent to other prisons such as Hashferay or Adi Abeito.
- Younger children were released to their families.
- **Elderly were sent to the military or enlisted in the People's Army.**

Due to the small number of forced returns to Eritrea, the information on the treatment of the forced returnees from Sudan is based on a small sample of anecdotal information. However, these observations are generally in line with SEM's findings published in 2016. » Source: European Union Agency for Asylum (EUAA), Eritrea: National service and illegal exit, septembre 2019, p.62-64: https://www.ecoi.net/en/file/local/2017271/2019_EASO_COI_Eritrea_National_service_exit_and_return.pdf

Euronews, 20 juin 2020:

« [...] But a Euronews investigation has uncovered massive failings in the programme, funded by the European Union to the tune of €357 million. The International Organisation of Migration (IOM) itself admits that only one third of migrants who start the reintegration process actually complete the process. Others suggest the numbers are even lower. [...]

In the case of Eritrea, the situation is compounded by the dire conditions in the East African nation, led by the authoritarian regime of President Isaias Afewerki and described as one of the world's most repressive nations by Human Rights Watch.

As well as a lack of political and social rights, citizens are forcibly conscripted into the military and suffer abuse and violence.

Any Eritrean who flees the country without completing military service and returns home has to sign a form that reads:

"I regret having committed an offence by not completing the national service and am ready to accept appropriate punishment in due course"

Even after Eritrea's 2018 peace agreement with Ethiopia, UN Special Rapporteur for Human Rights on Eritrea, Daniela Kravetz, told the UN Human Rights Council that there "is no concrete evidence of progress [...] in the human rights situation in the country.

A recent enquiry by the UN found that "returnees are systematically ill-treated to the point of torture during the interrogation phase" by local authorities. They "are inevitably considered as having left the country unlawfully, and are consequently regarded as serious offenders, but also as 'traitors'," it said.

Despite these conditions, the IOM, with European Union support, has facilitated the return of 61 Eritreans to Eritrea from Libya over the past two years.

IOM admitted to Euronews that not only does the organisation have a "limited presence" in Eritrea, but neither it nor the UNHCR have "no access and cannot monitor their situation on return." As a result, a key element of the voluntary return programme - reintegration assistance once migrants return home - cannot be carried out in Eritrea. » Source: Euronews, Eritrean migrants in Libya claim EU-backed voluntary returns programme isn't so voluntary, 20 juin 2020: <https://www.euronews.com/2020/06/20/eritrean-migrants-in-libya-claim-eu-backed-voluntary-returns-programme-isn-t-so-voluntary>.

Fikrejesus Amahazion, janvier 2021:

« Eritrea's national health policy aims to ensure equity and access to health services at an affordable cost. Priorities include addressing maternal and child health, as well as controlling communicable diseases. Health services are delivered utilizing a referral system based on three tiers, comprising primary-level facilities (health stations and health centres), secondary-level facilities (first contact or sub-zone hospitals and zonal referral hospitals) and tertiary-level facilities (national referral hospitals). While there are no private health facilities in the country, there is a system of private practice within government health facilities by way of a partnership between the Government and health workers.

Eritrea faces numerous challenges within health care. It has deficits in financing, access to basic technologies, medicines, and medical information systems, while lacking a skilled health workforce necessary for combating noncommunicable diseases (NCDs). Furthermore, health care workers often have a heavy workload related to a low doctor to patient ratio (approximately 0.5 per 10 000 people).

MENTAL HEALTH IN ERITREA

There is a rising frequency of mental health problems in Eritrea, and mental illnesses are among the leading causes of disability, comorbidity, and mortality. According to a 2014 local mental health survey, Eritrea has a common mental disorder prevalence rate of about 14.5%. In 2015, there were an estimated 219 549 cases of depressive disorders (4.3% of the population) and 156 599 cases of anxiety disorders (3.1%). Other common conditions in Eritrea include schizophrenia, bipolar affective disorder, neurotic, stress, and mood disorders, epilepsy, and dementia. Notably, approximately 30-40 000 children are estimated to have intellectual disabilities.

*Mental disorders lead to considerable losses in health and functioning in Eritrea. The burden associated with mental disorders in disability-adjusted life-years is approximately 2704 per 100 000 population. The burden of depressive disorders is about 40 426 years lived with disability (constituting 8.2% of total years lived with disability), while the burden of anxiety disorders is 14 474 years lived with disability (2.9%). Mental disorders also contribute to premature mortality; the suicide mortality rate (per 100 000 population) in Eritrea is about 7.9. **Due to human resource constraints and a lack of specialized skills, it is probable that many mental illnesses and disorders are undetected or misdiagnosed.***

Eritrea is characterized by several socio-political and economic factors associated with mental illness. Due to war, regional instability, and displacement, many Eritreans have suffered heavily from depression and posttraumatic stress disorder. Other significant issues include poverty, unemployment and underemployment, and single-headed households.

CARING FOR THE MENTALLY ILL

*Psychiatric services were first introduced in Eritrea during the period of Italian colonization. **Today, the country has a limited network of mental health facilities and services. While Eritrea has a national mental health policy, it does not have mental health legislation. Moreover, although current data are unavailable, like most low-income countries mental health has traditionally comprised a small proportion of the national health budget. This is largely due to the fact that the country has prioritized public health fundamentals, such as clean water, hunger, sanitation, and communicable diseases.***

The country's sole mental hospital, St. Mary's Neuro-Psychiatric Hospital, provides in-patient care and long-stay residential services. Built in 1971 and located in Asmara, the capital, it is equipped with several hundred beds and also offers outpatient services. As well, there is a community residential care facility which serves those with relatively stable and chronic mental disorders not requiring intensive medical interventions. This community-based facility is also located in Asmara and hosts several hundred beds. Nationally, there are about 4.13 mental hospital beds per 100 000 population. The majority of spending on mental health goes to St. Mary's Neuro-Psychiatric Hospital, which serves only a small proportion of those needing care.

In addition, there are 10 psychiatric units attached to general hospitals, while all six administrative zones of the country have at least one psychiatric nurse. In 2017, about 23% of the country's secondary and tertiary level health care facilities provided outpatient or inpatient mental health services.

There is a high disparity in urban-rural distribution of mental health workers and services, with most located in urban areas. Consequently, patients from rural areas have reduced accessibility to services. Another constraint is scarcity of mental health professionals. There are about 2.48 mental health workers per 100 000 population. Additionally, Eritrea has approximately 0.08 psychologists, 0.04 social workers, and 2.17 mental health nurses per 100 000 population. There is one psychiatrist in the country, although several doctors have been sent abroad for training in psychiatry. Generally, these figures all fall below global averages.

Essential psychotropic medicines are available within many health facilities. However, distribution can often be limited, especially with geographical distance from health care providers negatively impacting accessibility in some areas. Patients do not pay for psychotropic medicines (or care and services), which is important since many patients are poor. Additionally, some individuals with mental illnesses receive medications and other support from relatives abroad.

Families and caregivers frequently play an important role in the care of the mentally ill. However, many lack the resources or specialized skills to provide proper care. Furthermore, the added responsibilities and costs associated with care can lead caregivers to experience significant physical or emotional stress, employment or financial challenges, and health problems.

ALTERNATIVE TREATMENT

*A large proportion of people with mental illness consult alternative practitioners for mental health treatment. **With Eritrea being a traditional, conservative, religion-bound society, many people with mental illness (or their families) turn to traditional healers or religious leaders for treatment as they are perceived as culturally appropriate.** Moreover, traditional healers or religious advisers are often more geographically accessible; Eritrea is a predominantly agricultural country and most health facilities and services are concentrated in urban areas. Although alternative practitioners can provide important support, very few traditional or alternative treatment practices have sound empirical databases to suggest their effectiveness and safety. **Furthermore, initial consultation with alternative practitioners may delay access to care and exacerbate the course or outcome of illnesses.***

STIGMA AND DISCRIMINATION

Mental illness in Eritrea is stigmatized and poorly understood. It is often viewed as a punishment from God, the result of witchcraft, sorcery, or possession by evil spirits (eg, the “evil eye”), contagious, and a source of great shame. Moreover, people with mental illness often encounter isolation or exclusion, experience ridicule or blame, and are frequently considered dangerous, dependent, and unfit for marriage or work. It is not uncommon for family members of mentally ill persons to also experience stigma themselves.

Stigma often serves as a barrier to treatment, inhibiting both the mentally ill and their families from acknowledging the condition or seeking help. For example, many patients and their families are often concerned or afraid about how other people will view or treat them if knowledge of their condition becomes public, thus reducing the likelihood of seeking treatment.

There are legislative measures in place to help rectify discrimination and ensure equality of opportunity, access, and participation in all aspects of life for people with mental illnesses and disabilities. These include legal articles on discrimination related to employment, termination or dismissal, and wages, as well as social support for state housing and subsidized housing.

» Source: Fikrejesus Amahazion, Mental health in Eritrea: A brief overview and possible steps forward, janvier 2021: <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC7898658/#:~:text=Mental%20health%20is%20a%20growing%20challenge%20in%20Eritrea,consequences%20as-sociated%20with%20various%20disorders.>

GI-TOC, 26 septembre 2023:

« The human trafficking dynamic in Eritrea has remained unchanged over the past few years. **The government continues to exploit its nationals in forced labour, specifically in its compulsory national service and citizen militia, forcing them to serve for indefinite or arbitrary periods. In addition, Eritrea’s strict exit control procedures and limited issuance of passports compel people to travel clandestinely, increasing their vulnerability to trafficking abroad, particularly in Sudan, Ethiopia, and Djibouti, despite border closures. High-ranking military officers reportedly engage in human trafficking activities.**

Similarly, Eritrea’s human smuggling situation has remained unchanged over the past two years, exacerbated at times by dynamics related to the war in Tigray. Smugglers are often contacted by the victims’ families, who will pay for the journey. Rates to exit Eritrea are extremely high, indicating the level of demand and the risk and complexity of the journey. Members of the Eritrean diaspora also remain entrenched within sophisticated human smuggling networks with links to the political class, top-level civil servants, and diplomats in various African and Middle East embassies. Senior Eritrean military officers are reportedly involved in the smuggling of Eritreans out of the country for private gain. The abuse of individuals smuggled is frequent, and Eritrean smugglers have a cruel reputation. There is no substantive evidence to suggest the existence of extortion and protection racketeering perpetrated by organized crime groups in Eritrea. [...]

The lack of victim and witness support mechanisms in Eritrea is an ongoing problem, with the government failing to take any measures to identify and support victims and

witnesses of organized crime. The government has also made no effort to identify, protect, and support victims of trafficking. Eritrean officials have no procedures in place to proactively identify trafficking victims among vulnerable groups, and the government has not developed a systematic mechanism for referring identified trafficking victims to care. In addition, Eritrean forces have been accused of committing serious human rights abuses against Eritrean refugees in Ethiopia, including harassment, indiscriminate arrests, killings, and rape. » Source: Global initiative against transnational organized crime (GI-TOC), Global organized crime index - Eritrea, 26 septembre 2023, p.5 : https://ocindex.net/assets/downloads/2023/english/ocindex_profile_eritrea_2023.pdf.

HRC, 28 février 2024:

« 8. *Prohibition of all forms of slavery, including trafficking in persons*

52. The Committee on the Elimination of Discrimination against Women expressed concern about the high number of cases of trafficking in and sexual exploitation of girls. It recommended that Eritrea enact and enforce national anti-trafficking and anti-smuggling legislation and implement national strategies and national plans to combat such crimes; and conduct investigations into cases of trafficking and ensure that victims had access to free legal aid, accessible shelters and psychological support.

9. *Right to work and to just and favourable conditions of work*

53. The Committee on the Elimination of Discrimination against Women noted relevant concerns, including the lack of application of the principle of equal pay for work of equal value, and recommended that Eritrea improve the employability of women in the formal sector and ensure the establishment of a social security system for vulnerable women; ensure the enforcement of national legislation relating to women, in particular labour legislation to guarantee the principle of equal pay for work of equal value; adopt a legislative framework on sexual harassment and ensure that victims had access to effective complaints procedures and remedies; and ensure that women and men could benefit from paid maternity, paternity or parental leave.

10. *Right to social security*

54. The Committee on the Elimination of Discrimination against Women was concerned about the lack of a comprehensive social protection system and stated that Eritrea should ensure the establishment of a social security system for vulnerable women, particularly those employed in the agricultural and domestic sectors.

11. *Right to an adequate standard of living*

55. The Committee on the Elimination of Discrimination against Women noted with concern that widespread poverty had disproportionately affected women and recommended that Eritrea adopt poverty reduction programmes for women that allowed them access to basic services in the areas of health, education, water and electricity; and take measures to address hunger and ensure food security for rural women in the light of the effects of climate change.

56. The same Committee was concerned about military service being a precondition for access to the use of land and other economic benefits and recommended that Eritrea eliminate that requirement and ensure that land distribution schemes integrated a gender perspective.

57. The same Committee expressed concern about inadequate access to bank loans and other economic development opportunities for women and recommended that Eritrea invest in the independence and autonomy of women through programmes facilitating access to bank loans, credit guarantees, microcredit, markets, business scale-up, common production facilities and other production systems. » Source: UN Human Rights Council (HRC), Eritrea; Compilation of information prepared by the Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights, 28 février 2024: <https://www.ecoi.net/en/file/local/2106985/g2402302.pdf>.

HRW, 9 février 2023:

« L'Érythrée applique une politique de service national à durée indéterminée, comprenant une conscription obligatoire dans les rangs de l'armée, qui a été un élément central de la répression généralisée de sa population par le gouvernement depuis la guerre frontalière de 1998-2001 avec l'Éthiopie, et ses suites.

Le service national obligatoire de 18 mois a été allongé de manière indéfinie pour contraindre tous les hommes et toutes les femmes adultes de moins de 40 ans à être à la disposition de l'État pour travailler, soit à titre militaire, soit à titre civil. Dans la pratique, les adultes de plus de 40 ans sont également forcés à rejoindre ce service. Et malgré l'accord de paix conclu par le pays en 2018 avec l'Éthiopie, le gouvernement a refusé de réformer ce système répressif. [...]

La dernière opération de conscription a commencé au milieu de l'année 2022 et les autorités ont ciblé particulièrement des personnes considérées comme des réfractaires, y compris des élèves du cycle d'études secondaire qui ont cessé d'aller à l'école pour échapper à l'instruction militaire, ainsi que des déserteurs de l'armée, dont certains avaient déjà effectué plusieurs années de service militaire. Puis, à la mi-septembre, le gouvernement a mobilisé des réservistes, principalement des hommes âgés de 50 à 60 ans, dont beaucoup avaient été officiellement déchargés de leurs obligations militaires actives mais continuent de détenir leurs armes et sont tenus d'effectuer des services de garde. Le 17 septembre, le ministre de l'Information d'Érythrée a affirmé aux médias que seulement « un tout petit nombre » de réservistes étaient rappelés, démentant que cette opération de rappel concernait la totalité de la population.

Lors de la dernière opération de mobilisation, en particulier à partir de septembre, les forces de sécurité ont installé des postes de contrôle dans tout le pays. En outre, en coopération avec les responsables locaux, les forces de sécurité ont fait du porte-à-porte, officiellement pour confirmer que les familles avaient droit à des bons d'achat qui donnent accès à des denrées subventionnées mais, en réalité, le but était également d'identifier les réfractaires. Selon les personnes que nous avons interrogées, les forces de sécurité ont utilisé ces visites pour découvrir d'éventuelles disparités entre le nombre de personnes qui, selon le système des bons d'achat, devraient se trouver dans une résidence donnée et le nombre de personnes en âge d'être conscrites vivant sous ce toit, et ont souvent exercé des représailles à l'encontre de membres de ces familles, que les autorités accusent d'avoir failli à leur obligation de leur révéler où se trouvaient ces personnes.

Des parents plus âgés et des mères de jeunes enfants ont été placés en détention provisoire pendant des jours, parfois même plus longtemps, et ont été expulsés de leurs maisons lors de ces opérations de détection du gouvernement, a constaté Human Rights Watch. Une femme de 71 ans a été expulsée de son domicile à Asmara, la capitale, parce qu'elle n'était pas en mesure de confirmer où se trouvait un de ses fils qui était recherché par les autorités. [...]

Malgré un accord de cessation des hostilités, signé en novembre entre le gouvernement fédéral éthiopien et les autorités du Tigré, **Human Rights Watch a continué de recevoir des informations concernant des rafles de personnes et des représailles, jusqu'au début de 2023.** » Source: Human Rights Watch (HRW), Érythrée : Sévère répression à l'encontre des familles de réfractaires, 9 février 2023: <https://www.hrw.org/fr/news/2023/02/09/erythree-severe-repression-lencontre-des-familles-de-refractaires>.

MSF, 17 juillet 2018:

« Chaque mois, environ 5 000 personnes fuient l'Erythrée et beaucoup d'entre eux sont, comme Ephraïm, des adolescents. Pour chaque Érythréen, le service militaire obligatoire pour une durée indéterminée imposé par le régime oppressif les prive des droits humains les plus basiques. C'est l'une des principales raisons pour lesquelles les gens fuient le pays. Ceux qui restent et ne se conforment pas au système subissent détention arbitraire, violence et intimidation. [...]

Malgré la dureté de ce qu'il a traversé, son histoire n'est pas unique. Beaucoup d'autres Érythréens ont vécu des épreuves similaires. Bien que ces expériences puissent causer des traumatismes physiques, les conséquences sur la santé mentale sont beaucoup plus complexes à identifier et prendre en charge, et leurs impacts peuvent être destructeurs. Afin d'offrir des soins complets aux réfugiés érythréens, MSF a démarré un projet de santé mentale en 2015 à destination des populations des camps de réfugiés d'Hitsats et Shimelba. Avec une moyenne de 2 300 arrivées par mois, les camps de réfugiés dans le nord de l'Éthiopie sont l'une des premières destinations des Érythréens fuyant leur pays. [...]

L'un des défis principaux est de convaincre les personnes de demander de l'aide. La crainte d'être étiqueté par la communauté comme « faible » ou « fou » les empêche de venir. « Au début, nous avons rencontré beaucoup de difficultés lorsque nous parlions de santé mentale avec les réfugiés. Nous avons donc décidé d'engager des travailleurs communautaires dédiés à la santé mentale, qui sont issus de la communauté réfugiée, afin qu'ils sensibilisent à la santé mentale, éduquent et dé-stigmatisent, par du porte à porte, et par des messages culturellement adaptés aux interlocuteurs » continue-t-il. Chaque jour ces travailleurs communautaires vont d'abris en abris et expliquent en détail comment les problématiques de santé mentale se manifestent, quels traitements sont disponibles et pourquoi il est important de demander de l'aide. Habituellement, ces sessions impliquent la famille entière et se déroulent dans leurs langues. « Maintenant, l'équipe est constituée de 26 travailleurs communautaires motivés. Cela aide que beaucoup d'entre eux soient nos précédents patients qui ont expérimenté directement les bénéfices des conseils et de la prise en charge. Érythréens eux-mêmes, ils savent comment aborder le sujet avec le reste de la population du camp. Leur implication vient de leur volonté d'aider leur communauté » conclut Roble Araya. » Source: Médecins sans frontières (MSF), Éthiopie: lutter contre la stigmatisation et

soigner les réfugiés érythréens, 17 juillet 2018: <https://www.msf.ch/nos-actualites/articles/ethiopie-lutter-contre-stigmatisation-soigner-refugies-erythreens>.

MoFA, 1er décembre 2023:

« 3.2.3.4 Refusal to perform compulsory national service and desertion Refusing to perform compulsory national service and desertion from service are punishable under the 1995 Proclamation on National Service in Eritrea. No clear pattern was evident in the way the authorities applied this proclamation and the punishments; the nature of the punishment for refusing to perform compulsory national service and desertion was arbitrary. According to one source, in the army, the military committee of the relevant division decided which disciplinary punishments to impose. In compulsory civilian service, disciplinary punishments were imposed by the head of the local branch of the responsible ministry. The situation and treatment of people who refused to perform compulsory national service and deserters allegedly worsened during the Tigray conflict. Sources indicated that they were generally detained and then sent back to their unit or to a military training camp. According to a confidential source, conscripts generally had to spend double the time they had been absent in detention. According to another source, detained conscripts were exposed to forced labour on state plantations and projects. Other punishments could also be imposed, from disciplinary measures and mistreatment to indefinite imprisonment.

3.2.3.5 Repercussions for family members

The previous country report mentioned that the consequences for family members of people who refused to perform compulsory national service and deserters could include questioning (sometimes aggressive), threats and detention, as well as fines, denial of access to government services (such as the provision of documents or food stamps), or restricted access to agricultural land. Such negative consequences for family members also occurred during the current reporting period. These consequences are reported to have become much worse since the Tigray conflict, especially after the recruitment campaign intensified in September 2022. Relatives of people who evaded compulsory national service faced retaliatory measures such as arbitrary detention, confiscation of property, and evictions of family members, including children, pregnant women and the elderly. This was not limited to individual family members; collective punishment of entire families was increasingly common. There were cases of entire families being evicted from their homes during the reporting period. Neighbours who helped or housed affected people were also threatened by the authorities, so evicted families had to survive on the streets. According to a report by HRW, relatives of people who evaded compulsory national service and deserters were denied food coupons by local authorities. In a few cases, shops belonging to family members were shut down.

Round-ups still took place in Eritrea after the peace agreement was signed in November 2022, but according to a few sources this was to a lesser extent. Relatives of people who evaded compulsory national service and deserters purportedly also faced repercussions. One source reported that less pressure was put on families to send their children to compulsory military service, but that the population was still scared of being forced into military service as round-ups were still taking place. [...]

3.2.4.2 Reporting and receiving protection from sexual violence

Only limited support was provided to victims of gender-based violence by organisations. Reportedly, Eritrea has an official organisation that stands up for women's rights called the National Union of Eritrean Women (NUEW). Established by the EPLF in 1979, it had offices in all six zobas. In practice, however, victims purportedly only rarely, if ever, reported gender-based violence or sought protection from it. Domestic or gender-based violence was rarely discussed in Eritrea, as the subject is very much taboo. Furthermore, women who had been sexually abused usually kept this secret and dared not report it to avoid stigmatisation by the community. [...]

Eritreans residing abroad could obtain a special status through the Ministry of Immigration and Nationality, often referred to as 'diaspora status'. This status entitled them to a number of privileges, such as exemption from compulsory national service and greater freedom of movement to travel in and out of the country. There were no clearly defined, publicly available guidelines or decrees governing how a person could obtain diaspora status. To be eligible, Eritreans generally had to have resided outside Eritrea for at least two to three years, have a residence permit or foreign citizenship (so that they could leave Eritrea after a visit), have signed the 'regret form', and have paid the diaspora tax. See also the previous country report for more information on the procedure for applying for diaspora status.

Diaspora status was formally granted by means of a 'residence clearance form', called tsaeda wereqet in Tigrinya. As with all laws, rules and regulations in Eritrea, the period of validity of a residence clearance form was unpredictable; periods of between three and ten years have been reported. [...]

5.1 Risks of returning to Eritrea

According to EUAA, prior to the current reporting period, the following factors were relevant to how the Eritrean authorities treated returnees to Eritrea:

- **the manner of return (voluntary or forced)**
- **the manner of departure from Eritrea (legally or illegally)**
- the year the person left Eritrea (e.g. before or after independence, before or after the border war with Ethiopia)
- **payment of the diaspora tax and signing of the 'regret form' (officially, form 4/4.2)**
- political activities outside Eritrea (none, pro-government or antigovernment)
- **the status with regard to compulsory national service prior to leaving Eritrea**
- the length of stay in Eritrea (short stay or permanent return)
- personal contacts with the responsible authorities
- **arbitrariness**

As confirmed by sources, this situation continued in the current reporting period. **In general, it was difficult to find out what the risks were for persons who returned, as the sources interviewed were not aware of many cases of persons who had returned. Nonetheless, sources confirmed that Eritrea had no institutions or mechanisms that could offer protection to returnees. As a result, returnees – even supporters of the regime – were subject to arbitrary and inconsistent treatment, just as all other Eritrean citizens.** [...]

5.1.2 Compulsory national service and return

Persons who returned to Eritrea and were still subject to compulsory national service were still required to perform this national service on arrival if they did not have an exemption.⁶⁰⁶ As already mentioned, persons returning with diaspora status were exempted from compulsory national service, mostly for a period of twelve months. That period could be extended to twenty-four months in some cases. There were not many cases of Eritreans whose diaspora status expired, because they often deliberately left the country again before this happened. Persons who were subject to compulsory national service and forced to return risked detention or disappearance. The consequences for that person purportedly also depended on the relevant commander (for example whether the commander needed that person), and whether the family was able to buy the person's freedom.

5.1.3 Forced versus voluntary returns

The previous country report mentioned that Egypt deported Eritreans to Eritrea. The UN special rapporteur on human rights in Eritrea reported that this practice continued during the current reporting period. In addition, hundreds of both registered and unregistered Eritreans were forcibly returned by Ethiopia in June 2023.

Those forcibly returned to Eritrea risked human rights violations, including arbitrary detention, ill-treatment, inhumane treatment, and being made to do compulsory national service. There were reports that persons who returned to Tigray during the conflict were forced to participate in the war. Nothing more was heard from many of those who had forcibly returned. **They faced many risks, for example because they had left the country illegally, fled compulsory national service, or had resisted the Eritrean government.**

Sources indicated that voluntary returns could not always be considered voluntary. This was because Eritreans in certain countries sometimes signed up for voluntary return because no other options were available, for instance because they were in detention or had no chance of obtaining a residence permit. If they did not have diaspora status, they were treated the same as people who had been forcibly returned, and could on their return be subjected to arbitrary detention, ill-treatment and compulsory national service.

5.1.4 Legal versus illegal exit

Eritrea deliberately made it difficult for its residents to leave the country legally. Due to this exit policy (see also § 1.4 'Exit restrictions'), the vast majority of Eritreans were unable to obtain passports and exit visas and could only leave the country illegally. According to a source, this was intended not only to strongly control the local Eritrean population, but also to demonstrate the state's control of the border and to restrict the future chances of people who left the country illegally; so as a form of punishment. **According to the source, the stringent exit restrictions allowed the Eritrean government to control emigrants. Forcing them to apologise for leaving illegally (using the 'regret form') made it possible to politically neutralise them. Eritrea considers leaving the country illegally as a crime, and those who left the country illegally were therefore considered disloyal. Under Eritrean law, leaving (or trying to leave) Eritrea without a valid exit visa was punishable by up to five years in prison, a fine of 10,000 nakfa or a combination thereof.** People who had left the country illegally could, in principle, return if they had obtained diaspora status. Persons who had left the country illegally and returned without diaspora status risked detention, ill-treatment and being sent back into compulsory national service. [...]

5.1.7 The year of exit

A separation could be made between the groups that left Eritrea before and after independence, and before or after the border war with Ethiopia. The EPLF maintained strong political and economic ties with Eritreans abroad already before Eritrea gained formal independence in 1993. Those who left Eritrea during the war of independence and secured a stable, permanent status in the West have generally been able to return to Eritrea for shorter periods since then. This was typically because they had acquired a second nationality and fled under different circumstances from **those who fled Eritrea after independence. The latter group generally had a more difficult and conditional relationship with the Eritrean government. Most of them had left the country illegally to evade compulsory national service, which was a criminal offence. Persons who left Eritrea while it was not at war (i.e. after the border conflict with Ethiopia between 1998 and 2000) also mostly did so illegally and were seen as disloyal to the Eritrean authorities. The fact that persons had signed the 'regret form' did not alter the fact that Eritrea considered leaving the country illegally a crime.**

5.1.8 Access to government services

As mentioned earlier, little information was available on the position of returnees. Often, nothing more was heard from persons who had forcibly returned. As a result, sources were unable to say whether returnees were entitled to government services and whether those who were forcibly returned were treated differently to those who did so voluntarily.

According to sources, in principle, every Eritrean citizen was entitled to access to government services, including returnees. However, this access could be restricted, for example in the case of people who were not considered 'good citizens', perhaps because they had not performed compulsory national service, or because they had made negative comments about the Eritrean government. In addition, government facilities such as healthcare and education could also be inaccessible to people who had never left the country. Upon their return, people who needed healthcare could purportedly go to a private hospital, although this was only accessible to those with sufficient financial means. Food coupons were restricted and not issued everywhere.

According to the USDoS annual human rights report, citizens had the right to return, but had to produce evidence that they had paid the diaspora tax to be able to claim government services and obtain documents, including for property and vehicle transactions. An opinion article in Al Jazeera described how persons who did not pay the diaspora tax were not entitled to consular services and, as a result, could not sell property in Eritrea.

5.1.9 Questioning on return

According to various sources, Eritrean immigration authorities usually screened and profiled all returning Eritreans on arrival at Asmara International Airport. This included checking which Eritrean and foreign identity documents the returnees possessed, whether they had paid the two percent diaspora tax and, if applicable, whether they had signed the 'regret form'. However, procedures at the airport were inconsistent. If the authorities distrusted someone, they could question them. Reasons for questioning could include incomplete documents (such as the lack of an Eritrean identity card), not having paid the diaspora tax, or evading compulsory national service. According to two confidential sources, persons with strong connections (including celebrities) faced fewer or no restrictions on arrival. Confidential sources reported that Eritreans who worked at embassies,

civil servants, members of the Eritrean security service and members of diaspora communities that supported the government were also likely to be exempted from questioning at the airport.

The online activities of both foreigners and Eritreans could be screened upon their arrival. If a person was publicly known to be a political dissident, they could be arrested immediately upon arrival. However, the assessment of returnees at the airport could also take several days, meaning they could still be arrested days after their arrival if the screening produced indications of political dissidence. Persons who had actively spoken out against the Eritrean government online mostly did not return because they were aware of the risks of being detained. » Source: Netherlands Ministry of Foreign Affairs (MoFA), General Country of Origin Information Report on Eritrea, 1er décembre 2023, p.43-45, 48-49, 55-60 : <https://www.ecoi.net/en/file/local/2107005/General+country+of+origin+information+report+on+Eritrea+December+2023.pdf>

OSAR, 15 juin 2023:

« Augmentation des enrôlements forcés. Les pratiques de recrutement forcé décrites par le rapporteur spécial des Nations unies en 2021 et 2022, qui résultent de la participation de l'Érythrée à la guerre dans la région du Tigré, ont persisté et se sont même intensifiées au cours de la dernière période couverte par le rapport, du 23 avril 2022 au 24 avril 2023. Le rapporteur spécial des Nations unies a observé une recrudescence des recrutements forcés entre la moitié et la fin de l'année 2022 et a constaté que les autorités recouraient à des pratiques de plus en plus coercitives pour mobiliser la population et forcer les personnes à participer à des actions militaires en Éthiopie. Dans le cadre de la 52e session du Conseil des droits de l'homme des Nations unies (du 27 février au 4 avril 2023), Volker Türk, HautCommissaire des Nations unies aux droits de l'homme, a indiqué que le Conseil des droits de l'homme des Nations unies avait reçu des informations selon lesquelles l'Érythrée augmente encore son recours à l'enrôlement forcé, une pratique qui s'apparente à l'esclavage et qui provoque des afflux de personnes réfugiées.

Intensification des mesures de recrutement depuis la mi-2022. Selon Human Rights Watch (HRW), la dernière opération de mobilisation a débuté au milieu de l'année 2022, les autorités ont ciblé les personnes considérées comme réfractaires, y compris les jeunes qui ont cessé d'aller à l'école ainsi que les personnes ayant déserté. Mi-septembre 2022, le gouvernement a mobilisé des réservistes, principalement des hommes âgés de 50 à 60 ans, dont beaucoup avaient été officiellement déchargés de leurs obligations militaires actives, mais continuent de détenir leurs armes et sont tenus d'effectuer des services de garde. Selon HRW, les enrôlements forcés ont d'abord commencé en juillet 2022 dans les zones rurales, principalement dans la région sud près de la ville de Segheneyti, puis se sont intensifiés à partir de la mi-septembre 2022 jusqu'au début 2023 dans les grandes villes comme Asmara. Toujours selon HRW, les campagnes de conscription se sont poursuivies au début de l'année 2023, près de trois mois après la signature de l'accord de cessez-le-feu dans la région du Tigré. [...]

Augmentation du nombre d'arrestations et de personnes enrôlées de force à la suite de giffas (rafles) depuis novembre 2020. Enfants, femmes et personnes âgées également concerné-e-s par les arrestations. Le rapporteur spécial des Nations unies a constaté que les giffas (rafles à des fins d'enrôlement forcé) avaient augmenté de façon dramatique. Des rafles de ce type ont également été menées dans de nouvelles localités à Asmara, Segheneyti, Hebo, Akrur, Adi Kontsi, Degra, Adengefom et Digsä. La population redoute d'être

arrêtée, détenue et enrôlée de force lors d'une giffa. Selon HRW, les rapports faisant état d'arrestations de masse et d'enrôlements forcés au cours de giffas se sont multipliés, en particulier au cours du second semestre 2022. Dans son dernier rapport, le rapporteur spécial des Nations unies fait également état de vastes opérations de recrutement dans tout le pays ; les giffas de masse se sont multipliés depuis août 2022. Le témoignage d'une personne concernée illustre le mode opératoire des autorités érythréennes : elle a fait savoir au rapporteur spécial des Nations unies comment tous les hommes de sa famille élargie, qu'ils soient jeunes ou vieux, avaient été rassemblés lors d'une giffa dans son village. Tous les hommes ont été capturés, ils n'ont laissé que les femmes et les enfants. Le chef de famille, âgé de 70 ans, a été libéré après quelques jours de détention et le reste de ses proches aurait tous été envoyés dans l'armée érythréenne, dans la région du Tigré. [...]

Augmentation du nombre de personnes détenues envoyées dans des camps militaires ; conditions de détention inhumaines. Selon HRW, de nombreuses personnes présumées réfractaires, raflées près d'Asmara, ont d'abord été transférées à la célèbre prison militaire d'Adi Abeito, au nord-est de la capitale. Des images satellites analysées par HRW d'octobre 2022 à fin janvier 2023 montrent que les rassemblements de personnes dans la cour de la prison et aux alentours étaient de plus en plus nombreux durant cette période. Des proches de personnes détenues ont rapporté que de nombreux hommes avaient été transférés de la prison vers les quartiers généraux des unités militaires qui leur avaient été attribués. Les organisations de défense des droits de l'homme et les médias avaient déjà documenté dans le passé les conditions et les traitements inhumains et dégradants infligés à la prison d'Adi Abeito. En 2021, le réseau de télévision Public Broadcasting Service, basé aux États-Unis, a diffusé un documentaire contenant des images, qui auraient fuité de l'établissement pénitentiaire, montrant des prisonniers entassés les uns sur les autres dans un entrepôt, sans avoir assez de place pour s'allonger. [...]

Conscription des réservistes. Selon HRW, en septembre 2022, des réservistes, âgés de moins de 55 ans, ont été remobilisés pour se préparer à de nouveaux combats dans la région du Tigré. De même, selon plusieurs sources de Reuters, les autorités érythréennes ont enrôlé des réservistes de moins de 60 ans dans le service militaire en septembre 2022. Un diplomate a déclaré à Reuters que les agents de sécurité des ambassades, des institutions des Nations unies et des résidences redoutaient d'être appelés et de se voir retirer leur emploi. Un Érythréen vivant en Europe a déclaré qu'il craignait pour la sécurité de sa famille dans son pays. Son père, âgé de 67 ans, était réserviste et a été rappelé. Selon une source de la BBC, des hommes plus âgés ont également été contraints de participer à la guerre dans la région du Tigré, l'enrôlement étant mis en application de manière arbitraire. Dans son dernier rapport, le rapporteur spécial des Nations unies fait état de l'enrôlement de réservistes âgés de plus de 50 ans, certains avaient jusqu'à 70 ans. Il rapporte que des personnes ont été appelées à servir en septembre 2022 dans la région du Tigré, principalement dans les zones frontalières avec l'Éthiopie. Des faits similaires ont été recensés à Megaila, Digsa, Brahaketi et dans certains quartiers d'Asmara ; ils se seraient produits en août 2022. Human Rights Watch n'a pas pu confirmer où les réservistes avaient été emmenés, mais a reçu des informations selon lesquelles des dizaines de réservistes rappelés à Asmara avaient été transférés vers la ville de Tsorona, près de la frontière de l'Éthiopie. La BBC a rapporté que certains réservistes avaient été envoyés au front. Des vidéos apparues dans des médias régionaux au Tigré montrent des prisonniers de guerre du TPLF apparemment capturés dans les combats. Ils étaient présentés comme des soldats

érythréens et beaucoup d'entre eux étaient des personnes âgées. **Le rapporteur spécial des Nations unies qualifie d'inquiétante l'enrôlement de milliers de réservistes âgés de 40 à 66 ans en septembre 2022 pour combattre dans la région du Tigré.**

Augmentation du recrutement au sein de l'armée populaire Dès 2021, un expert de l'Érythrée avait indiqué à l'OSAR que le recrutement au sein de l'Armée populaire allait s'intensifier et que les personnes recrutées dans l'Armée populaire seraient transférées dans l'armée régulière dès que possible. Selon cet expert, même les hommes jusqu'à 70 ans ont été enrôlés dans l'armée populaire pour surveiller les transports militaires, par exemple. Des personnes théoriquement exemptées du service national ont été réquisitionnées. Les autorités ont souvent refusé de libérer des personnes qui détenaient les documents nécessaires attestant qu'elles étaient inaptes au service national ou qu'elles avaient déjà accompli leur service. **Des milliers d'Érythréennes et Érythréens qui avaient effectué leur service national à des postes civils ont été affectés à des fonctions militaires depuis le début de la guerre dans la région du Tigré. Des hommes âgés de 70 ans ont également été enrôlés et forcés à assumer des fonctions de police et de sécurité.**

Des personnes réfugiées déportées en Érythrée ont également été enrôlées de force et renvoyées dans la région du Tigré. Selon le rapporteur spécial des Nations unies, des personnes réfugiées érythréennes enlevées fin 2020 par les troupes érythréennes dans les camps de Hitsats et de Shimelba dans la région du Tigré en Éthiopie et ramenées de force en Érythrée ont été détenues, punies et enrôlées de force en Érythrée. Les femmes accompagnées de jeunes enfants et les hommes âgés ont été libérés au bout de plusieurs jours, tandis qu'un nombre indéterminé de femmes et d'hommes célibataires jugés aptes au combat auraient été interrogés, maintenus en détention et contraints de retourner combattre dans la région du Tigré. **Des personnes réfugiées nouvellement enrôlées ont été formées dans des centres d'entraînement comme ceux d'Afabet et de Kor-menae, avec des personnes astreintes aux obligations militaires qui avaient été enrôlées à la suite de giffas, avant d'être envoyées au front.** » Source: Organisation suisses d'aide aux réfugiés (OSAR), Érythrée : intensification de l'enrôlement forcé dans le service national, 15 juin 2023, p.6-11: https://www.osar.ch/fileadmin/user_upload/Publikationen/Herkunftslaenderberichte/Afrika/Eritrea/230615_ERI_Inten_Rekrutierung_FR.pdf.

OSAR, 30 juin 2017:

« La loi prévoit un service national de 18 mois et un service de réserve ultérieur jusqu'à 50 ans. Selon la Proclamation of National Service, l'Erythrée distingue entre le service national actif et le service de réserve. D'après la loi, toutes et tous les citoyennes et citoyens érythréens âgés de 18 à 40 ans doivent compléter 18 mois de service national actif. Celui-ci comprend six mois de formation militaire et douze mois de service militaire actif, y compris un soi-disant travail de développement dans une unité militaire. Le service national actif est cependant prolongé en temps de guerre et de mobilisation jusqu'à ce que les personnes astreintes au service soient libérées par l'autorité compétente. 21 Après l'achèvement du service national actif, toutes les personnes jusqu'à l'âge de 50 ans doivent servir dans l'armée de réserve lors de situations d'urgence, en temps de guerre ou en cas de menace contre la sécurité interne. Dans ce cadre, des cours et formations militaires doivent être effectués chaque année. L'UK Upper Tribunal mentionne une limite d'âge supérieure de 54 ans pour les hommes et de 47 ans pour les femmes. La Commission d'enquête des Nations Unies sur l'Erythrée relève que les personnes

astreintes au service ne font pas de distinction entre le service national et le service militaire. Le professeur Kibreab note corrélativement qu'en Erythrée on ne parle pas de service militaire (wotehaderawi agelglot), mais d'un service national beaucoup plus ample (hagerawi agelglot), lequel est composé d'une partie militaire et d'une partie civile. » Source: OSAR, Erythrée: service national, 30 juin 2017: p.4-5: https://www.osar.ch/fileadmin/user_upload/Publikationen/Herkunftslaenderberichte/Afrika/Eritrea/170630-eri-nationaldienst-fr.pdf.

RTS, 4 mai 2022:

« Das Staatssekretariat für Migration (SEM) ist mit dem offiziell ersten Folter-Fall eines Schweizer Eritrea-Rückkehrers konfrontiert. Man prüfe nun den Sachverhalt, sagt das Amt.

Die Geschichte von Yonas* dürfte es, gemäss der offiziellen Schweiz, gar nicht geben: Einst vor dem eritreischen Nationaldienst in die Schweiz geflüchtet, wird sein Asylgesuch 2017 vom Staatssekretariat für Migration (SEM) abgelehnt. Seine Aussagen seien widersprüchlich. Das Bundesverwaltungsgericht bestätigt den Entscheid der Migrationsbehörde. Yonas landet in der Nothilfe.

Seine Zukunfts-Perspektiven sind düster: Entweder freiwillige Rückkehr in die Diktatur Eritrea oder ein Leben in der Nothilfe. Der Flüchtling macht in der ausweglosen Situation einen Suizidversuch und entscheidet sich 2018 für eine Rückkehr nach Eritrea.

Zwei Wochen Verhör und Folter nach Rückkehr

«Am Flughafen Asmara kamen zwei Männer auf mich zu und fragten mich: Bist du Yonas? Dann nahmen sie mir alles ab. Auch die 3000 Dollar, die ich von der Schweiz als Starthilfegeld erhalten hatte», erzählt der 35-jährige Eritreer. In einem dunklen Raum sei er verhört worden. «Warum bist du geflüchtet?» hätten die Soldaten gefragt.

Über sein Leben in der Schweiz hätten sie bestens Bescheid gewusst. Auch, dass er an einer Demonstration in Genf gegen die eritreische Regierung teilgenommen habe. «Dann schlugen sie mich. Mit Stock und Gürtel. Vor allem an den Beinen und am Rücken, immer wieder». Nach zwei Wochen Verhör und Folter kommt Yonas ins Gefängnis.

Folter-Fall nach Schweizer Ausweisung bestätigt

Das Staatssekretariat für Migration hat bislang bestritten, dass für abgewiesene eritreische Flüchtlingen bei einer Rückkehr nach Eritrea das Risiko von Menschenrechtsverletzungen droht. Tatsache ist: Die Behörde wusste bis zum Fall Yonas nicht, was mit Rückkehrern passiert, da sie nicht über die nötigen Informationen verfügt.

«Wir können die Personen dann dort nicht überwachen», sagt Daniel Bach vom SEM. «Wir haben aber keine Informationen darüber, dass zurückgekehrte Personen – abgesehen von diesem Fall, den sie uns präsentieren – Menschenrechtsverletzungen erleben.»

Zweiter Asylantrag gutgeheissen

Yonas gelingt nach einigen Monaten Gefängnis zum zweiten Mal die illegale Flucht aus Eritrea. Das Recherchekollektiv «Reflekt» spürt ihn auf seinem Weg nach Europa auf und berichtet 2020 erstmals über den Fall im Online-Magazin «Republik».

Mitte 2021 kommt Yonas erneut in die Schweiz und stellt einen zweiten Asylantrag. Dieser wird im Dezember 2021 gutgeheissen. Yonas erhält den Flüchtlingsstatus B und ist definitiv aufgenommen. Die Begründung behält das Staatssekretariat für Migration unter Verschluss und muss diese nicht öffentlich machen. » Source: Schweizer Radio und Fernsehen (RTS), Erstmals erwiesen: Eritrea-Rückkehrer wurde gefoltert, 4 mai 2022: <https://www.srf.ch/news/schweiz/umstrittene-asylpraxis-erstmal-erwiesen-eritrea-rueckkehrer-wurde-gefoltert>.

The Borgen project, 2 novembre 2023:

« Eritrea also has a long-standing commitment to social justice, accessibility, and the right to health care, with a range of medicines, including antipsychotics, antidepressants and mood stabilizers, available free of charge. However, despite being free of charge, many children and adolescents drop out of school due to mental health issues.

Mental Health Support in the Education System

The introduction of mental health and psychosocial support into the education system could aid the stress of mental illness in Eritrea and help keep children in school. In 2022, the Eritrean Government reported that around 300,000 children and adolescents aged 6-17 were out of school. During humanitarian emergencies, child mental health can be affected in several ways, including exacerbating existing mental health issues, reducing educational participation and worsening educational outcomes. As a result, mental health issues combined with low academic attainment can result in low lifetime earnings. This can not only affect individuals but can also affect Eritrea's economy.

UNICEF completed a global cost-benefit analysis and found that the impact of failing to address the mental health and psychosocial support needs of 10-17-year-old children affected by humanitarian emergencies would result in the equivalent loss of a global US\$203 billion loss of potential lifetime earnings.

In Eritrea, there is a high urban-rural distribution disparity of mental health workers and services, with the majority located within urban areas. Patients in rural areas have reduced accessibility to services. Spreading mental health work throughout schools in both rural and urban areas could help to reduce this disparity and align with Eritrea's long-standing commitment to social justice, accessibility and the right to health care. Introducing mental health support into the education system could inspire a new generation of psychiatrists and mental health support workers in Eritrea.

Currently, the country only has one psychiatrist. Comparing this number with the United Kingdom, which has 13,170 psychiatrists per 67.33 million people, Eritrea should have around 708 psychiatrists for its population of 3.62 million. Eritrea does have an initiative to send doctors and medical professionals abroad to train as psychiatrists, which should help to grow the country's mental health support network.

In January 2021, the Eritrean Minister of Health, Honorable Amina Nurhussien, launched a four-year health sector strategic development plan for 2022-2026. This development plan would include essential tools to help guide the country towards achieving Universal Health Coverage (UHC). This plan should allow all who need it to access mental health support and treatment. Eritrea has made remarkable progress in health care since 1991,

achieving the Millennium Development Goals (MDG) health care targets, and shows great promise in achieving Sustainable Development Goal (SDG) 3 by 2030. » Source: The Borgen project, Using the education system to support mental health in Eritrea, 2 novembre 2023: <https://borgenproject.org/mental-health-in-eritrea/>.

UNICEF, 22 février 2023:

« In 2022, UNICEF Eritrea, in partnership with Government of Eritrea, reached in total of over 1 million children through life-saving interventions, including:

- 703,956 children and women were provided with access to essential life-saving healthcare services.
- 248,364 children aged 6 to 59 months received vitamin A supplementation through various service delivery points, including mobile clinics, outreach services, static health facilities and other community-based networks to reach the most in need.
- 104,140 gained access to a safe and sustainable water supply through community-led upgrading and construction of new climate-resilient, solar-powered water supply systems across 30 communities with poor groundwater. [...]

About 6,000 parents, caregivers, and an estimated 24,000 orphans and vulnerable children were reached with mental health and psychosocial support through the community-based social service workforce, mainly social workers. In addition, an estimated 5,000 children with disabilities were reached by mental health and psychosocial services through the community-based inclusive and integrated rehabilitation programme. » Source: UNICEF, Eritrea - Humanitarian Situation Report No. 20 - Reporting Period 1 January to 31 December 2022, 22 février 2023: <https://www.unicef.org/media/135046/file/Eritrea-Humanitarian-SitRep-31-December-2022.pdf>.

USDOS, 15 juin 2023:

« PROTECTION

The government did not report any victim protection efforts. The government has not reported any efforts to identify trafficking victims or provide services for the past eight years. The government did not report having formal procedures to proactively identify and refer trafficking victims to care. The government did not report information on services provided to trafficking victims. Individuals in rural communities generally lacked access to protection services of any kind. Observers reported that due to a lack of formal identification procedures, authorities likely detained and arrested some unidentified trafficking victims. In some cases, the government purposefully arrested and prosecuted Eritreans fleeing the National Service. The government did not report providing foreign victims with legal alternatives to their removal to countries where they faced retribution or hardship; however, Eritrea maintained a policy against forced deportations. Eritrean law required offenders in all crimes to pay restitution, although victims had the option of suing in civil court rather than have the criminal court impose it. There were no reports courts imposed this penalty for trafficking crimes.

PREVENTION

The government did not report any efforts to prevent trafficking. The government reportedly maintained an interagency steering committee on human trafficking and migration

issues; however, the government did not report any action taken by the steering committee for the third consecutive year. The government did not report efforts to raise awareness of trafficking. The Ministry of Labor and Social Welfare's Labor Inspection Division was responsible for inspecting work sites for indicators of forced labor, including forced child labor; however, labor inspectors did not receive training on trafficking laws or report identifying any potential trafficking crimes. The government did not report efforts to reduce the demand for commercial sex acts or provide anti-trafficking training to its diplomatic personnel. [...]

Eritrea's strict exit control procedures and limited issuance of passports compel those who cannot obtain exit visas or passports to travel clandestinely, increasing their vulnerability to trafficking abroad. Perennially, thousands of Eritreans flee the country to reunite with family members already overseas; escape human rights abuses, including arbitrary arrest and detention, lack of due process, and religious persecution; search for better economic opportunities; or avoid indefinite periods of service in the government's National Service program. Most Eritreans consensually commence their outbound journeys by paying migrant smugglers, with the ultimate goal of seeking asylum in Europe or, at a minimum, obtaining refugee status in Ethiopia, Kenya, Egypt, Israel, or Uganda; some also strive to reach the United States. An international organization assesses that many Eritrean asylum seekers, particularly those who flee the National Service, express well-founded fears of persecution in Eritrea. Eritreans fleeing the country and Eritrean refugees in neighboring countries remain particularly vulnerable to the government indiscriminately arresting, detaining, harassing, or forcibly recalling them into the National Service. In 2019, an international organization assessed traffickers exploited Eritreans in forced labor and sex trafficking in Sudan, Ethiopia, and Libya. Previous reports allege international criminal groups kidnap vulnerable Eritreans living inside or in proximity to refugee camps, particularly in Sudan, and transport them to Libya, where traffickers subject them to human trafficking and other abuses, including extortion for ransom. Some Eritreans report traffickers forcing them to work as cleaners or on construction sites during their captivity. » Source: US Department of State (USDOS), 2023 Trafficking in Persons Report: Eritrea, 15 juin 2023 : <https://www.ecoi.net/en/document/2093603.html>

USDOS, 20 mars 2023:

« b. Disappearance

An unknown number of persons disappeared during the year and were believed to be in government detention or to have died while in detention. The government did not make efforts to prevent disappearances or to investigate or punish those responsible. The government did not regularly notify family members or respond to requests for information regarding the status of detainees, including locally employed staff of foreign embassies and foreign or dual nationals. The disappeared included persons presumably detained for political and religious beliefs, journalists, and individuals suspected of evading national service and militia duties; others were disappeared for unknown offenses. [...]

Some military prisons were reported to be grossly overcrowded to the point that detainees had to sleep in turns due to lack of space. Former detainees and other sources reported harsh detention conditions in police stations and in prisons for persons held for evading national service and militia duties.

Arbitrary Arrest: *Arbitrary arrest occurred frequently. Security force personnel detained individuals for reasons that included suspicion of intent to evade national and militia service, criticizing the government, attempting to leave the country without an exit visa or passport, and for unspecified national security threats. Authorities also continued to arrest members of unregistered Christian groups. Authorities sometimes arrested persons whose papers were not in order and detained them until they were able to provide evidence of their militia status or demobilization from national service. The government contacted places of employment and used informants to identify those unwilling to participate in the militia. [...]*

The government continued to hold an unknown number of detainees without charge or trial, including politicians, journalists, members of registered and unregistered religious groups, and persons suspected of not completing national service or evading militia duty (see also section 1.b., Disappearance). In 2021, Amnesty International estimated there were hundreds of prisoners of conscience including journalists, former politicians, and practitioners of unauthorized religions. The government did not permit access to political detainees, most of whom were held in unofficial facilities. [...]

Exile: *In general, citizens had the right to return, but citizens residing abroad had to show proof they paid a 2 percent tax on foreign earned income to the Ministry of Foreign Affairs to be eligible for some government services and documents, including birth or marriage certificates, passport renewals, and real estate and vehicle transactions. Those who have left the country illegally have to sign a document called the "regret form," in addition to agreeing to pay the 2 percent tax, to obtain a passport or any other services while abroad. » Source: US Department of State (USDOS), 2022 Country Report on Human Rights Practices: Eritrea, 20 mars 2023: <https://www.ecoi.net/en/document/2089067.html>*

WHO, 15 avril 2022:

MENTAL HEALTH ATLAS 2020

Member State Profile

Insurance for mental health

How the majority of persons with mental health conditions pay for mental health services

Persons pay nothing at the point of service use (fully insured)

How the majority of persons with mental health conditions pay for psychotropic medicines

Persons pay nothing at the point of service use (fully insured)

The care and treatment of persons with mental health conditions (psychosis, bipolar disorder, depression) is included in national health insurance or reimbursement schemes in your country

Mental health workforce

	Total Number (gov. and non gov.)	No. per 100 000 population
Psychiatrists	2	0.06
Mental health nurses	50	1.43
Psychologists	3	0.09
Social workers	2	0.06
Other specialized mental health workers (e.g. Occupational Therapists)	0	0.00
Total mental health professionals	57	1.63

Mental health workers per 100 000 population,
2014, 2017 and 2020

Year	Workers per 100 000 population
2014	1.06
2017	2.29
2020	1.63

Mental health workers in child and/or adolescent mental health services:

Child and/or adolescent psychiatrists	0	0.00	Total mental health workers in child and adolescent mental health services	0	0.00
---------------------------------------	---	------	--	---	------

MENTAL HEALTH SERVICE AVAILABILITY AND UPTAKE (Mental health services include care for mental health, neurological and substance use disorders)				
Integration of mental health into primary health care				
Integration of mental health into primary care is considered functional (self-rated 5 points checklist score; ≥ 4 = functional integration) ⁸				3
Outpatient care (total facilities)		Outpatient care (visits per 100 000 population)		
Mental health outpatient facilities attached to a hospital	12	Number of visits made by service users in the last year in mental health outpatient facilities attached to a hospital	-	
"Community-based / non-hospital" mental health outpatient facility	-	Number of visits made by service users in the last year in "Community-based / non-hospital" mental health outpatient facility	-	
Other outpatient facility (e.g. Mental health day care or treatment facility)	-	Number of visits made by service users in the last year in other outpatient facility (e.g. Mental health day care or treatment facility)	-	
Total number of outpatient facilities specifically for children and adolescents	-	Number of visits made by service users in the last year in outpatient facility specifically for children and adolescents	-	
Inpatient care (total facilities)		Inpatient care (beds/admissions per 100 000 population)		
Mental hospitals	1	Mental hospital beds / annual admissions	5.72 / 25.16	
Psychiatric units in general hospitals	-	General hospital psychiatric unit beds / annual admissions	0.17 / 5.12	
Community residential facilities	1	Community residential beds / annual admissions	3.43 / 4.00	
Inpatient facilities specifically for children and adolescents	-	Child and adolescent specific inpatient beds / annual admissions	- / -	
Mental hospitals		Mental hospitals (length of stay)		
Total number of admissions	880	Inpatients staying less than 1 year	177	
Admissions that are involuntary	-	Inpatients staying 1-5 years	0	
Follow-up of people with mental health condition discharged from hospital in the last year (discharged persons seen within a month)	More than 75%	Inpatients staying more than 5 years	0	
		Percentage of inpatients staying less than 1 year in the total number of inpatients	100.0%	
Inpatients receiving timely diagnosis, treatment and follow-up for physical health conditions(e.g. cancer, diabetes or TB)				More than 75%
Community based mental health services ⁹				
Total number of community based mental health facilities	1	Number of community-based mental health facilities per 100 000 population	0.03	
Treated prevalence of psychosis and by sex		Total cases	Male	Female
Treated cases of psychosis (inpatient and outpatient)		1 014	-	-

Source: WHO, Mental Health Atlas 2020 Country Profile: Eritrea, 15 avril 2022 : https://cdn.who.int/media/docs/default-source/mental-health/mental-health-atlas-2020-country-profiles/eri.pdf?sfvrsn=7fad3b2c_6&download=true

En tant que principale organisation d'aide aux personnes réfugiées en Suisse et faîtière des œuvres d'entraide et des organisations actives dans les domaines de l'exil et de l'asile, l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR) s'engage pour une Suisse qui accueille les personnes réfugiées, les protège efficacement, respecte leurs droits fondamentaux et humains, favorise leur participation dans la société et les traite avec respect et ouverture. Dans sa fonction, l'OSAR renforce et défend les intérêts et les droits des personnes bénéficiant d'une protection et favorise la compréhension de leurs conditions de vie. Grâce à son expertise avérée, elle marque le discours public et exerce une influence sur les conditions sociales et politiques.

D'autres publications de l'OSAR sont disponibles sur le site www.osar.ch/publications. La newsletter de l'OSAR, qui paraît régulièrement, vous informe des nouvelles publications. Inscription à l'adresse www.osar.ch/newsletter.